



Pacific
Community
Communauté
du Pacifique

États financiers 2021

Communauté du Pacifique



CPS
Organisation



États financiers 2021

Communauté du Pacifique

© Communauté du Pacifique (CPS) 2022

Tous droits réservés de reproduction ou de traduction à des fins commerciales/lucratives, sous quelque forme que ce soit. La Communauté du Pacifique autorise la reproduction ou la traduction partielle de ce document à des fins scientifiques ou éducatives ou pour les besoins de la recherche, à condition qu'il soit fait mention de la CPS et de la source. L'autorisation de la reproduction et/ou de la traduction intégrale ou partielle de ce document, sous quelque forme que ce soit, à des fins commerciales/lucratives ou à titre gratuit, doit être sollicitée au préalable par écrit. Il est interdit de modifier ou de publier séparément des graphismes originaux de la CPS sans autorisation préalable.

Texte original : anglais

Communauté du Pacifique, catalogage avant publication (CIP)

États financiers 2021 / Communauté du Pacifique

1. Pacific Community.
2. Technical assistance — Oceania.
3. International organization — Oceania.
4. Financial statements.

I. Titre II. Communauté du Pacifique

341.2460995

AACR2

ISBN : 978-982-00-1441-1

Préparé et imprimé à la CPS,

B. P. D5, 98848 Nouméa Cedex (Nouvelle-Calédonie), 2022

www.spc.int | spc@spc.int

Table des matières

<i>Communauté du Pacifique États financiers et rapport d'audit de l'exercice clos au 31 décembre 2021</i>	<i>1</i>
Rapport des auditeurs indépendants	3
Communauté du Pacifique États financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2021	5
Communauté du Pacifique Notes aux états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2021	11
<i>Caisse de prévoyance : États financiers et Rapport d'audit pour l'exercice clos au 31 décembre 2021</i>	<i>51</i>
Rapport des auditeurs indépendants	52
Caisse de prévoyance de la Communauté du Pacifique États financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2021	54
Caisse de prévoyance de la Communauté du Pacifique Notes aux états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2021	56





Communauté du
Pacifique
États financiers
et rapport d'audit
de l'exercice clos au
31 décembre 2021







Rapport des auditeurs indépendants aux Membres de la Communauté du Pacifique

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Communauté du Pacifique (CPS), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021, l'état de la performance financière, l'état des variations de l'actif net/situation nette, le tableau des flux de trésorerie et une comparaison des montants budgétés et des montants réels par programme pour ce même exercice, ainsi que des notes (numérotées de 1 à 28) détaillant les principales méthodes comptables et contenant d'autres informations explicatives.

Selon nous, les états financiers ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière de la CPS au 31 décembre 2021, ainsi que de sa performance financière, des variations de l'actif net/situation nette, de sa trésorerie et des montants réels comparés aux montants budgétés par programme pour cet exercice, conformément aux normes comptables internationales du secteur public (IPSAS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit dans le respect des normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la partie « Responsabilités des auditeurs en matière d'audit des états financiers » du présent rapport. Conformément aux dispositions du Code de déontologie des professionnels comptables, dispositions relatives à l'indépendance incluses, du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (IESBA) et aux exigences déontologiques afférentes à notre activité d'audit des états financiers, nous sommes indépendants de la CPS et nous avons respecté les autres principes déontologiques qui s'imposent en vertu desdites exigences et du Code de l'IESBA. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de la direction et des personnes assurant la gouvernance pour les états financiers

Conformément aux normes IPSAS, il appartient à la direction d'établir des états financiers présentant une image fidèle et de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement d'états ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la CPS à poursuivre son activité, de présenter, le cas échéant, les éléments relatifs à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction entend procéder à la liquidation de l'Organisation ou cesser son activité, ou qu'il n'existe aucune alternative réaliste à une telle issue.

Il incombe aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise de superviser le processus d'établissement des rapports financiers de la CPS.



Rapport des auditeurs indépendants aux Membres de la Communauté du Pacifique

Rapport sur l'audit des états financiers (suite)

Responsabilités des auditeurs en matière d'audit des états financiers

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de produire un rapport d'audit présentant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permet de détecter systématiquement une éventuelle anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs. Elles sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs prennent en se fondant sur les états financiers.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons le risque que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ce risque, et recueillons des éléments suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui de la non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la CPS ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables et informations connexes fournies par la direction ;
- nous apprécions le caractère approprié de l'application, par la direction, de la convention comptable de continuité d'exploitation et, sur la base des éléments collectés, jugeons de l'existence éventuelle d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la CPS à poursuivre son activité. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus, dans notre rapport, d'attirer l'attention sur les informations concernées dans les états financiers ou, si ces informations ne sont pas pertinentes, de modifier notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments collectés jusqu'à la date du rapport d'audit. Toutefois, des événements ou circonstances ultérieurs peuvent empêcher la CPS de poursuivre son activité ; et
- nous évaluons la présentation, la structure et le contenu des états financiers, y compris des informations fournies, et déterminons si ces états reflètent fidèlement les transactions et événements sous-jacents.

Nous échangeons avec les personnes assurant la gouvernance au sujet, entre autres, de la portée et du calendrier prévus pour l'audit ainsi que des conclusions phares dudit audit, y compris des éventuelles lacunes importantes en matière de contrôle interne qu'il aurait pu mettre au jour.

Communauté du Pacifique

États financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2021

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2021

	Note	2021 Euro	2020 Euro
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7a	37 005 324	34 876 180
Dépôts à terme détenus jusqu'à leur échéance	7b	60 227 000	45 722 257
Contributions statutaires et subventions spéciales des pays hôtes à recevoir	8	2 072 756	1 449 881
Autres créances et prépaiements	9	624 387	565 009
Avances aux partenaires		2 037 289	1 219 817
Fonds projet à recevoir	16	3 538 565	3 735 306
Stocks	17	422 275	403 637
Actifs courants		105 927 596	87 972 087
Immobilisations incorporelles	11	26 079	41 106
Immobilisations corporelles	10	20 114 400	20 344 303
Actifs non courants		20 140 479	20 385 409
Total actif		126 068 075	108 357 496
Contributions statutaires – versements anticipés	8	-	1 717 900
Comptes fournisseurs et comptes de régularisation	12	2 917 230	5 048 820
Emprunts	14	346 900	340 392
Fonds projet non employés	16	66 293 030	48 175 541
Crédit reporté – immobilisations corporelles	15	215 172	219 565
Provisions	13	13 546 341	12 888 304
Passifs courants		83 318 673	68 390 522
Crédit reporté – immobilisations corporelles	15	1 666 252	1 858 990
Emprunts	14	2 336 589	2 683 523
Provisions	13	2 322 191	2 769 105
Passifs non courants		6 325 032	7 311 618
Total passif		89 643 705	75 702 140
ACTIF NET		36 424 370	32 655 356
Réserve générale		26 583 952	23 209 526
Réserves particulières		537 408	513 506
Fonds spéciaux	17	9 303 010	8 932 324
SITUATION NETTE		36 424 370	32 655 356

Les notes figurant dans ce document font partie intégrante des états financiers.

Pour la Communauté du Pacifique



Stuart Minchin
Directeur général



Cameron Diver
Directeur général adjoint (opérations et intégration)

Le présent document doit être lu avec les notes aux états financiers figurant en pages 10 à 50 ; il fait partie intégrante des états financiers.

Communauté du Pacifique

États financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2021

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE DE L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2021

	Note	2021 Euro	2020 Euro
Contributions volontaires des pays membres	18	6 323 400	6 468 400
Contributions statutaires et subventions des pays hôtes	19	10 160 221	9 744 300
Recettes fléchées	6	49 774 528	49 369 424
Produits nets – logements	17	306 604	334 099
Produits/(déficit) net(s) – économat	17	64 082	56 300
Gains de change nets		402 868	-
Produits des intérêts	20	447 921	477 149
Autres produits		154 786	44 383
Total produits		67 634 410	66 494 055
Coûts de personnel	21	36 834 992	34 661 747
Coûts de communication		581 637	361 282
Pertes de change nettes		-	36 271
Dépenses de fonctionnement et autres dépenses	22	7 594 881	8 659 232
Projets d'acquisition d'immobilisations		388 922	610 872
Transport et voyages		1 176 547	2 802 758
Conférences, formations et ateliers/activités de terrain		954 681	1 091 774
Travaux de recherche, études et services		4 830 494	3 632 147
Subventions		3 078 255	3 163 102
Consultants		8 085 623	7 395 092
Amortissements nets	10b	235 649	220 441
Frais financiers et bancaires		103 715	92 827
Total charges		63 865 396	62 727 545
Excédent opérationnel total pour l'exercice		3 769 014	3 766 510

Le présent document doit être lu avec les notes aux états financiers figurant en pages 10 à 50 ; il fait partie intégrante des états financiers.

Communauté du Pacifique

États financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2021

ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET/SITUATION NETTE POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2021

	Note	Réserve générale ¹ Euro	Réserves particulières Taux de change Euro	Fonds spéciaux			Total Euro
				Logements Euro	Économat Euro	Total Euro	
Solde au 1 ^{er} janvier 2020		19 844 716	502 205	8 506 254	35 671	8 541 925	28 888 846
Excédent opérationnel		3 364 810	-	-	-	-	3 364 810
Gain net réalisé		-	11 301	-	-	-	11 301
Excédent lié aux fonds spéciaux		-	-	334 099	56 300	390 399	390 399
Solde au 31 décembre 2020		23 209 526	513 506	8 840 353	91 971	8 932 324	32 655 356
Solde au 1 ^{er} janvier 2021		23 209 526	513 506	8 840 353	91 971	8 932 324	32 655 356
Excédent opérationnel		3 374 426	-	-	-	-	3 374 426
Gain net réalisé		-	23 902	-	-	-	23 902
Excédent lié aux fonds spéciaux	17	-	-	306 604	64 082	370 686	370 686
Solde au 31 décembre 2021		26 583 952	537 408	9 146 957	156 053	9 303 010	36 424 370

¹ La réserve générale se compose des éléments suivants :

Immobilisations nettes (hors logements)	9 722 873
Moins crédit reporté	(1 881 424)
Immobilisations nettes (fonds ordinaires)	7 841 449
Plus créances et stocks	8 695 272
Plus trésorerie et équivalents de trésorerie	10 047 231
	26 583 952

Le présent document doit être lu avec les notes aux états financiers figurant en pages 10 à 50 ; il fait partie intégrante des états financiers.

Communauté du Pacifique

États financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2021

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2021

	Note	2021 Euro	2020 Euro
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Contributions reçues des membres et non-membres		81 907 942	75 610 547
Loyers perçus		2 143 806	2 082 929
Ventes de l'économat		629 730	641 580
Intérêts perçus		447 921	477 149
Entrées de trésorerie		85 129 399	78 812 205
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Salaires et coûts annexes		(37 463 260)	(35 290 015)
Fournitures et services		(30 386 456)	(27 382 155)
Dépenses liées au parc immobilier		(1 344 615)	(1 262 953)
Achats de l'économat		(565 648)	(585 281)
Remboursement d'intérêts		(103 715)	(92 827)
Sorties de trésorerie		(69 863 694)	(64 613 231)
Flux de trésorerie net généré par les activités opérationnelles		15 265 705	14 198 974
Flux de trésorerie des activités de financement			
Produits de la cession d'immobilisations corporelles		22 508	30 856
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(698 478)	(1 339 589)
Mouvement net des dépôts à terme		(14 504 743)	(7 088 157)
Flux de trésorerie net des activités d'investissement		(15 180 713)	(8 396 891)
Flux de trésorerie des activités de financement		(340 426)	(358 367)
Flux de trésorerie net des activités de financement		(340 426)	(358 367)
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie		(255 434)	5 443 717
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d'exercice		34 876 180	26 952 759
Évolution des taux de change de la trésorerie		2 384 578	2 479 704
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'exercice	7	37 005 324	34 876 180

Le présent document doit être lu avec les notes aux états financiers figurant en pages 10 à 50 ; il fait partie intégrante des états financiers.

Communauté du Pacifique

États financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2021

COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTÉS ET DES MONTANTS RÉELS, PAR PROGRAMME, POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2021

Note	Budget rectificatif Euro	Montant réel Euro	Différence ¹ Euro	
Cotisations des membres	16 067 700	16 483 621	415 921	
Produits des intérêts	100 000	447 921	347 921	
Autres produits	-	154 786	154 786	
Gains de change	-	402 868	402 868	
Recettes fléchées	66 183 400	49 774 528	(16 408 872)	
Entités autofinancées (fonds spéciaux)	-	370 686	370 686	
Total produits	82 351 100	67 634 410	(14 716 690)	
Bureau du Directeur général	7 346 600	5 896 146	1 450 454	
Opérations et gestion	5 742 100	5 017 799	724 301	
Total dépenses administratives	13 088 700	10 913 945	2 174 755	
Redevances de gestion des projets (recouvrement)	(6 148 000)	(4 669 623)	(1 478 377)	
Dépenses administratives nettes	6 940 700	6 244 322	696 378	
Géosciences, services maritimes et énergie	17 007 900	12 680 206	4 327 694	
Évaluation et qualité de l'enseignement	3 718 900	3 559 057	159 843	
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	15 582 700	14 225 563	1 357 137	
Ressources terrestres	7 394 600	6 509 281	885 319	
Santé publique	11 164 600	5 644 217	5 520 383	
Droits de la personne et développement social	5 919 500	4 501 650	1 417 850	
Durabilité environnementale et changement climatique	9 848 000	7 662 014	2 185 986	
Statistique pour le développement	4 008 200	2 839 086	1 169 114	
Dépenses totales des programmes	74 644 400	57 621 074	17 023 326	
Dépenses totales des divisions	6	81 585 100	63 865 396	17 719 704
Excédent opérationnel net pour l'exercice	766 000	3 769 014	3 003 014	
Dépenses d'investissement	766 000	557 475	208 525	
Excédent après dépenses d'investissement	-	3 211 539	3 211 539	

¹ Merci de vous référer à la note 23 pour les explications relatives aux différences significatives entre les montants budgétés et les montants réels.

Communauté du Pacifique

Notes aux états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2021

Note 1

Entité comptable

1. L'activité principale de la Communauté du Pacifique (CPS) consiste à entreprendre des travaux de recherche, à offrir une assistance technique et à dispenser des formations en vue de promouvoir le développement économique et social des 26 États et Territoires insulaires océaniques membres. La CPS est une organisation internationale de développement. Elle a son siège à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) et possède des antennes régionales aux Fidji, dans les États fédérés de Micronésie et à Vanuatu. La CPS est dotée du statut diplomatique dans chacun de ces pays et territoires. Le document fondateur de la CPS est la Convention de Canberra de 1947, qui définit le statut juridique de l'Organisation. L'organe directeur de la CPS est la Conférence de la Communauté du Pacifique, qui se tient tous les deux ans. Les années où la Conférence n'a pas lieu, le Comité des représentants des gouvernements et administrations (CRGA) est habilité à prendre des décisions relatives à la gouvernance de la CPS.

Événements significatifs survenus au cours de l'exercice

2. La cinquante et unième session du Comité des représentants des gouvernements et administrations (CRGA 51) a approuvé le retour du Royaume-Uni parmi les membres de la CPS à compter de 2021 ; l'Organisation compte désormais 27 membres.
3. Le CRGA 51 a également approuvé l'obtention du statut d'observateur permanent par l'Union européenne (UE) à compter de 2021, à l'issue d'une décision des membres de la CPS adoptée hors session. L'UE est un partenaire du développement historique et important de la CPS ; ce statut d'observateur lui permettra de renforcer son engagement stratégique et opérationnel auprès de l'Organisation à l'appui des programmes.
4. Les conséquences sociales, sanitaires et économiques de la pandémie de COVID-19 évoluent sans cesse ; elles sont importantes et se font sentir à l'échelle mondiale. Depuis que l'épidémie de COVID-19 a été qualifiée de pandémie en mars 2020, les États et Territoires océaniques dans lesquels la CPS est présente ont été exposés aux répercussions de la crise sanitaire ; la capacité de l'Organisation à effectuer un travail de terrain par le biais de ses programmes et projets a été pénalisée par la fermeture des frontières et la restriction des déplacements. Pour répondre aux besoins immédiats et aux situations vécues par ses membres, l'Organisation a préparé un Plan de transition 2021 d'une durée d'un an et révisé ses prévisions budgétaires pour l'exercice 2021. Par ailleurs, la CPS a préparé un Plan stratégique 2022-2031, qui dessine l'orientation stratégique de l'Organisation pour les dix années à venir. Tout au long de l'exercice 2021, la CPS a adapté ses modalités de prestation de services, notamment pour inclure davantage d'options en ligne : réunions virtuelles des directeurs et des ministres, formations à distance ou encore recours accru aux consultants locaux. Les perturbations auxquelles l'Organisation et ses membres ont été confrontés en raison de la COVID-19 ont été considérées comme gérables par la direction. La conception et la mise en œuvre des programmes ont été adaptées et des modifications aux politiques et au budget ont été envisagées et adoptées en parallèle d'une planification et d'une évaluation des risques rigoureuses.

Note 2

Déclaration de conformité avec les normes comptables internationales du secteur public (IPSAS)

1. Les états financiers annuels de la CPS ont été établis conformément aux normes IPSAS.

Nouvelles normes et interprétations à adopter

Un certain nombre de nouvelles normes, de modifications aux normes existantes et d'interprétations s'appliquent aux exercices débutant à compter du 1^{er} janvier 2021. Une adoption anticipée était possible, mais la CPS n'a pas appliqué ces éléments pour la préparation des présents états financiers. Aucun de ces éléments ne devrait avoir d'impact significatif sur les états financiers de l'Organisation, exception faite des points suivants :

Thème	Principales exigences	Date d'entrée en application
IPSAS 41 – Instruments financiers	Cette norme remplace en partie les recommandations de la norme IPSAS 29. La norme IPSAS 41 comporte de nouvelles recommandations en matière de classification et d'évaluation des instruments financiers, notamment un nouveau modèle d'anticipation des pertes de crédit pour le calcul de la dépréciation des actifs financiers. Les recommandations pour la comptabilisation et la décomptabilisation des instruments financiers figurant dans la norme IPSAS 29 sont pérennisées dans IPSAS 41.	Exercices débutant à compter du 1 ^{er} janvier 2023
IPSAS 42 – Avantages sociaux	La norme fournit des recommandations sur la comptabilisation des dépenses relevant des avantages sociaux. Elle définit les avantages sociaux comme des transferts d'argent à des particuliers et/ou des ménages dans le but d'atténuer le risque social. Il s'agit par exemple des pensions de retraite ou d'invalidité, des aides au revenu et des allocations chômage versées par l'État. La nouvelle norme exige des entités qu'elles comptabilisent les avantages sociaux futurs comme une charge et un passif.	Exercices débutant à compter du 1 ^{er} janvier 2023
Services individuels et collectifs (modification d'IPSAS 19)	L'exposé-sondage Services individuels et collectifs (modification d'IPSAS 19) porte sur les transactions liées aux services individuels et collectifs. Les transferts (les subventions et contributions notamment) feront l'objet d'un exposé-sondage ultérieur.	Exercices débutant à compter du 1 ^{er} janvier 2023
Améliorations des normes IPSAS (2019)	Les améliorations apportées aux normes IPSAS (2019) apportent, par différentes modifications non liées les unes aux autres, des changements non significatifs aux normes IPSAS. Parmi ces changements figurent les améliorations qui sont le résultat de commentaires envoyés par les parties prenantes.	Exercices débutant à compter du 1 ^{er} janvier 2023

Note 3

Base d'établissement et autorisation de publication

Méthode comptable

1. Les présents états financiers ont été établis selon la méthode de la comptabilité d'engagement, conformément aux normes IPSAS.
2. La CPS applique la méthode du coût historique, et sauf mention contraire, ne tient pas compte des fluctuations de la valeur des monnaies.

Monnaies étrangères

3. Les éléments figurant dans les états financiers de la CPS sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel opère l'Organisation (« monnaie fonctionnelle »). Les présents états financiers sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle et de présentation de la CPS. En outre, sauf mention contraire, les informations financières présentées en euros ont été arrondies au nombre entier le plus proche.
4. Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le milieu de la fourchette de taux de change en vigueur à la date de la transaction, à l'exception des transactions libellées en francs Pacifique (CFP), qui sont converties au taux fixe de 119,3317422.
5. Les éléments non monétaires libellés en monnaie étrangère comptabilisés au coût historique sont convertis au taux de change en vigueur à la date de la transaction.
6. Les gains et pertes de change résultant du règlement de transactions en monnaie étrangère et de la conversion des actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère au taux de change en vigueur à la date de clôture sont constatés dans l'état de la performance financière.

Principales estimations comptables

7. Les estimations et les jugements sont continuellement évalués et se fondent sur les informations historiques et d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugées raisonnables au vu des circonstances.

La CPS procède à des estimations et à des jugements, et retient des hypothèses concernant l'avenir. Les estimations comptables qui en découlent sont, par définition, rarement identiques aux résultats effectifs. Les estimations comptables et les hypothèses sur lesquelles elles se fondent sont constamment révisées ; les estimations révisées sont portées aux comptes de l'exercice au cours duquel la révision intervient et de tout autre exercice futur également concerné.

Les principales estimations et hypothèses portent sur les aspects suivants : provisions pour dépenses non éligibles (note 13), choix de la durée d'utilité et de la méthode d'amortissement applicables aux immobilisations corporelles/incorporelles (note 4, points 14 et 17), dépréciations d'actifs (note 4, points 20 à 21), passifs liés au rapatriement des agents expatriés (note 13) et actifs et passifs éventuels (note 26).

8. Les présents états financiers sont certifiés par le Directeur général et présentés pour adoption au CRGA, l'organe directeur de la CPS, qui doit se réunir du 23 au 25 novembre 2022.

Note 4

Principales conventions comptables

Classification des actifs financiers

1. La CPS classe ses actifs financiers en deux catégories : les éléments détenus jusqu'à leur échéance et les emprunts et créances. À la date de clôture des comptes, les actifs financiers détenus par la CPS se présentent sous la forme de trésorerie et équivalents de trésorerie, de dépôts à terme et de créances. Leurs valeurs sont déterminées à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis évaluées au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.
2. Les actifs financiers dont l'échéance est supérieure à douze mois à la date de clôture sont considérés comme des actifs non courants dans les états financiers. Les actifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros en utilisant le milieu de la fourchette de taux de change en vigueur à la date de clôture, les gains et les pertes étant constatés dans l'état de la performance financière.
3. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les actifs à court terme très liquides, y compris les dépôts à terme dont l'échéance originale est inférieure à trois mois, qui sont facilement convertibles en un montant connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ces actifs sont déposés auprès de banques agréées.
4. Les actifs financiers que la CPS a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance sont comptabilisés en tant qu'actifs détenus jusqu'à leur échéance et comptabilisés au coût amorti. Cette précision porte sur les investissements de l'Organisation dans des dépôts à terme dont l'échéance originale est supérieure à trois mois.
5. Les contributions statutaires et subventions spéciales des pays hôtes à recevoir représentent le revenu statutaire non recouvré dont les États et Territoires membres sont redevables au titre de leurs engagements exécutoires, et sont comptabilisées en produits. Elles sont comptabilisées au coût amorti, déduction faite de la perte de valeur liée aux montants irrécouvrables estimés.
6. Les avances aux partenaires correspondent à des transferts de liquidités aux entités/partenaires d'exécution en tant qu'avance. Les avances aux partenaires sont initialement comptabilisées en tant qu'actifs, puis transformées en charges lorsque les biens sont livrés ou que les services sont fournis par les entités/partenaires d'exécution et que la CPS en accuse réception par un document officiel, par exemple un rapport ou une attestation. Une fois les rapports de dépenses officiels reçus, la CPS porte la charge à l'état de la performance financière.

Provisions pour créances douteuses

7. La CPS évalue la dépréciation des créances douteuses à la date de clôture des comptes. Tous les bilans de plus de quatre ans sont actuellement présentés dans leur intégralité. En outre, des provisions spécifiques ont été passées lorsque des doutes existent quant au solde à recevoir.
8. La CPS consent des prêts à ses agents à des fins spécifiques, comme le prévoit le *Recueil des politiques relatives au personnel*. L'échéance de ces avances ne peut être supérieure à 18 mois. Leur valeur comptable est comptabilisée au coût amorti, déduction faite des dépréciations éventuelles. Cette valeur se rapproche de la juste valeur.

Stocks

9. La CPS détient des stocks qui sont conservés à l'économat et sont constitués de biens destinés à la revente. Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est calculé selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans le cours normal d'exploitation, déduction faite des coûts de la vente.

Immobilisations corporelles

10. Toutes les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique, minoré du cumul des amortissements et dépréciations. Sont compris les coûts directement attribuables à l'acquisition de l'immobilisation et l'estimation initiale des coûts de démantèlement et de remise en état des sites. Lorsqu'une immobilisation est acquise en retour d'une contrepartie nulle ou symbolique, on considère que son coût est égal à sa juste valeur à la date d'acquisition. Ne sont portés en immobilisations corporelles que les biens dont la valeur unitaire est égale ou supérieure à 2 500 euros.
11. La CPS a choisi d'appliquer la méthode des coûts pour l'évaluation post-comptabilisation des immobilisations corporelles. Les coûts ultérieurs ne sont portés à l'actif que s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à ces immobilisations iront à l'Organisation et si leur coût peut être évalué de manière fiable. Les coûts de réparation et d'entretien sont comptabilisés dans l'état de la performance financière de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.
12. La CPS dispose du contrôle intégral de tous les actifs principaux, qui sont portés à l'actif au coût. L'amortissement de ces actifs est comptabilisé dans l'état de la performance financière. La CPS a porté à l'actif, au coût, tous les actifs afférents aux projets dont elle conserve le contrôle effectif, ce qui n'est pas le cas pour ceux qui sont contrôlés par des tiers. Ils sont comptabilisés en charges lorsqu'ils seront encourus.
13. Les immobilisations corporelles comprennent les locaux occupés en vertu de droits d'usage et répondant aux critères de comptabilisation (voir la section « Droits d'usage », point 33 de la note 4).
14. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon le mode d'amortissement linéaire sur leur durée d'utilité estimée, sauf dans le cas de terrains, qui ne sont pas soumis à amortissement. Les éléments des immobilisations corporelles ayant des durées d'utilité différentes sont comptabilisés séparément. Les actifs en construction ne sont pas soumis à amortissement tant qu'ils ne sont pas terminés et utilisables.

Les taux d'amortissement utilisés reposent sur les durées d'utilité estimées suivantes :

Véhicules automobiles, équipement général, mobilier et agencements	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Bâtiments	10-40 ans

Les biens immobiliers de la CPS sont constitués de locaux administratifs et d'un parc immobilier à usage résidentiel. Les bâtiments du siège et le complexe résidentiel, qui représentent la majeure partie des biens immobiliers de la CPS, sont amortis individuellement. La durée d'utilité des éléments constitutifs des biens immobiliers est comprise entre 10 et 40 ans, comme indiqué ci-dessous :

Structures, relevés topographiques et honoraires des architectes	40 ans
Toitures, peintures, installations électriques, plomberie, climatisation, charpentes, etc.	20 ans
Voies et réseaux divers	40 ans
Agencement interne et externe	10 ans

15. Compte tenu du mode d'utilisation des immobilisations corporelles, aucune valeur résiduelle ne subsiste après amortissement intégral. Les gains ou pertes résultant de la cession d'immobilisations corporelles sont comptabilisés dès lors que le produit de cette cession est différent de la valeur comptable. Ces gains ou pertes apparaissent dans l'état de la performance financière.

Crédit reporté

16. Les immobilisations acquises à des fins de transfert immédiat à des organisations/partenaires d'exécution ne sont pas portées à l'actif de la CPS et sont comptabilisées au poste « Crédit reporté ». L'amortissement des actifs afférents aux projets est compensé par un crédit reporté, les projets étant comptabilisés au moment de l'acquisition des actifs.

Immobilisations incorporelles

17. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût historique, minoré du cumul des amortissements et dépréciations. Elles sont amorties sur trois ans.
18. Les licences des logiciels dont la CPS a fait l'acquisition sont portées à l'actif sur la base du coût d'acquisition et de mise en exploitation. Les coûts directement liés à l'élaboration des logiciels destinés à un usage interne sont portés à l'actif en tant qu'immobilisation incorporelle.
19. L'amortissement est comptabilisé dans l'état de la performance financière en mode linéaire pour toutes les immobilisations incorporelles à durée de vie limitée, à des taux ramenant le coût ou la valeur de ces actifs à leur valeur résiduelle estimée.

Dépréciation d'actifs non générateurs de trésorerie

20. Les immobilisations corporelles et incorporelles de la CPS font l'objet d'un test de dépréciation à la clôture de chaque exercice. Des tests de dépréciation au titre de la procédure annuelle de vérification physique sont effectués par l'Organisation. Une dépréciation est constatée dans l'état de la performance financière lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif représente sa juste valeur, minorée des coûts de la vente, ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure.
21. Les dépréciations comptabilisées lors des périodes antérieures sont évaluées à la date de clôture des comptes afin de déterminer si la dépréciation a diminué ou n'existe plus. Une reprise sur dépréciation n'est possible que si la valeur comptable de l'actif ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été fixée, nette des amortissements, si aucune dépréciation n'avait été passée.

Passifs financiers

22. Les passifs financiers sont constitués de dettes, de charges à payer et d'autres passifs et engagements à payer. La CPS a également contracté, en vue de l'acquisition de logements pour ses agents, des emprunts commerciaux.
23. Les dettes et les charges à payer résultant de l'acquisition de biens et de services sont d'abord évaluées à leur juste valeur, puis comptabilisées au coût amorti lorsque lesdits biens et services sont fournis et acceptés par la CPS. En l'absence de facture à la date de clôture, les passifs font l'objet d'une estimation.
24. Les autres passifs financiers, emprunts inclus, sont initialement comptabilisés à leur juste valeur minorée des coûts de transaction. Par la suite, les emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les intérêts payés ou à payer ainsi que les frais de service sont portés à l'état de la performance financière en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif à mesure qu'ils sont encourus.

Fonds projet non employés

25. Les fonds reçus d'avance correspondent aux contributions versées au titre de périodes ultérieures comme prévu par les accords conclus avec les bailleurs. Ils sont comptabilisés en tant que produits et affectés, au cours de la période indiquée, aux activités auxquelles ils étaient réservés. Les fonds projet non employés correspondent aux fonds reçus des bailleurs qui seront comptabilisés en produits au titre des périodes ultérieures lorsque les conditions sont réunies ou que les produits sont acquis, c'est-à-dire, en règle générale, au moment de l'utilisation des fonds pour des activités liées aux projets.

Avantages du personnel

Avantages à court terme

26. Les avantages à court terme désignent les montants payables dans les douze mois suivant la fin de l'année pendant laquelle les agents fournissent les services correspondants. Ces avantages comprennent les congés dans les foyers, les salaires et traitements, les absences rémunérées et les autres avantages non pécuniaires à court terme dont bénéficient les agents en poste. Une dépense est constatée dès lors qu'un membre du personnel fournit des services en échange de certains avantages. Un passif est comptabilisé dès lors qu'un avantage n'a pas été utilisé à la date de clôture des comptes ; il correspond au montant versé ou à verser pour régler le passif. Compte tenu de la nature immédiate de ces éléments, les passifs ne sont pas actualisés en fonction de la valeur temps de l'argent et figurent parmi les passifs courants.

Avantages postérieurs à l'emploi

27. Les avantages postérieurs à l'emploi désignent les montants (autres que les indemnités de fin de contrat) qui sont payables postérieurement à la cessation de l'emploi.
28. Ces avantages comprennent un régime de retraite (la Caisse de prévoyance de la CPS) et une indemnité de réinstallation. La Caisse de prévoyance de la CPS est un régime de prévoyance à cotisations définies. L'employeur verse 8 % du salaire de base des agents et ces derniers cotisent à hauteur de 8 %, ou davantage s'ils le souhaitent, conformément au Règlement de la Caisse de prévoyance.
29. S'agissant du régime de prévoyance à cotisations définies, l'obligation pour chaque exercice comptable est déterminée par les montants à payer pour l'exercice considéré. Par conséquent, aucune hypothèse actuarielle n'est nécessaire pour évaluer l'obligation ou la dépense.
30. Les comptes de la Caisse de prévoyance sont vérifiés par des auditeurs externes indépendants et présentés chaque année à l'organe directeur de la CPS.
31. Les autres avantages à long terme correspondent aux prestations, totales ou partielles, qui ne sont pas à régler dans les douze mois suivant la fin de l'année au cours de laquelle les agents ont fourni les services correspondants. Ils comprennent la part non courante des droits à congé dans les foyers. Ces éléments sont comptabilisés en tant que passifs non courants et évalués à la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés si les versements et l'impact de l'actualisation sont considérés comme significatifs.
32. Les indemnités de fin de contrat sont comptabilisées en charges uniquement lorsque la CPS est manifestement tenue, sans possibilité réelle de se rétracter, de mettre fin à l'emploi d'un agent avant la date normale de la fin de son contrat ou à lui verser des indemnités de fin de contrat ou une prime de départ à titre d'incitation à un départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat sont généralement versées dans un délai de douze mois et sont comptabilisées à un montant égal aux sommes devant être payées. Si les indemnités de fin de contrat de travail sont versées dans un délai supérieur à douze mois, elles font l'objet d'une actualisation.

Droits d'usage

33. Lorsque la CPS signe un accord en vue de l'obtention de droits d'usage sur des actifs dont elle ne détient pas le titre de propriété/la propriété, par exemple des terrains cédés à bail à titre gracieux, la transaction est une opération sans contrepartie directe. Dans ce cas, l'actif et le produit sont comptabilisés à la date d'entrée en vigueur de l'accord. L'actif n'est comptabilisé que s'il satisfait aux critères de comptabilisation des actifs. Il est évalué à la juste valeur de la ressource pour laquelle le droit d'usage a été acquis à la date d'acquisition ou de don. L'amortissement est réparti sur la durée d'utilité de l'actif ou la durée du droit d'usage, si celle-ci est plus courte. Le produit est également comptabilisé à un montant égal à celui de l'actif, sauf si un passif est également comptabilisé.

Constatation des produits

34. Les contributions statutaires et les subventions spéciales des pays hôtes sont des opérations sans contrepartie directe comptabilisées en produits au début de chaque exercice, dans la mesure où elles constituent des obligations statutaires pour les États et Territoires membres.
35. Les subventions et les fonds projet sont assortis de conditions imposées par les bailleurs et peuvent être globalisés ou fléchés. Les fonds globalisés correspondent aux subventions que la CPS est libre d'utiliser pour les activités relevant de son mandat. Les fonds fléchés sont versés à l'appui d'activités ou de projets spécifiques, définis d'un commun accord entre la CPS et les bailleurs.
36. Les subventions et fonds projet fléchés ne sont comptabilisés en produits qu'à partir du moment où les conditions imposées par les bailleurs sont remplies (voir note 4, point 25).
37. Les subventions et fonds projet globalisés sont comptabilisés dès réception de la confirmation de l'engagement.
38. Les autres produits et gains sont comptabilisés dès qu'ils sont acquis.
39. La CPS facture une redevance administrative afin de recouvrer une partie des coûts indirects qu'elle encourt au titre de la gestion des programmes et projets. Cette redevance vient en déduction des dépenses administratives au moment de la mise en œuvre des projets. Dans la mesure où le résultat des services fournis peut être estimé de manière fiable, les redevances administratives liées à ces transactions sont comptabilisées en fonction de l'état d'achèvement desdites transactions à la date de clôture des comptes. De même, les autres coûts directs à recouvrer (technologies de l'information et de la communication [TIC], installations, publications, traduction et interprétation) sont compensés par des dépenses.

Autres coûts à recouvrir	31/12/2021	31/12/2020
TIC	3 004 528	3 270 818
Installations	1 862 000	1 838 503
Publications, traduction et interprétation	653 649	474 781

Constatation des charges

40. Les charges sont comptabilisées lorsque les biens/services sont fournis et acceptés par la CPS ou comme indiqué au point 41 de la note 4 ci-après.
41. Si la CPS est le principal maître d'œuvre/gestionnaire d'un projet et confie à des sous-récepteurs l'exécution, en son nom, d'activités précises liées à des projets en vertu d'arrangements contractuels secondaires, les avances versées à ces organisations ne sont comptabilisées comme des charges qu'à la réception de pièces justificatives confirmant le caractère acceptable des dépenses, et uniquement après réception des biens/services y afférents, conformément aux instructions des bailleurs. En cas de mise en œuvre directe par la CPS, les charges sont comptabilisées lorsque les biens et services ont été reçus par l'Organisation.

Gestion du risque financier

42. La CPS est exposée à un certain nombre de risques financiers, à savoir : le risque de marché (comme le risque de change ou de taux d'intérêt), le risque de crédit et le risque de liquidité. Le programme de gestion des risques de la CPS, qui est axé sur le caractère imprévisible des marchés financiers, vise à réduire autant que possible les effets potentiellement défavorables sur la santé financière de l'Organisation.

Le CRGA définit les grands principes de gestion des risques, ainsi que les politiques portant sur des questions particulières.

Risque de change

43. La CPS est exposée au risque de change induit par les fluctuations des monnaies, et notamment du cours du dollar d'Australie, des États-Unis d'Amérique, des Fidji et de Nouvelle-Zélande. Ce risque est plus spécifiquement lié aux contributions reçues et aux transactions réalisées dans des monnaies étrangères, ainsi qu'aux actifs et passifs monétaires libellés dans des monnaies étrangères.

Pour maîtriser le risque de change, la CPS a ouvert des comptes bancaires en plusieurs monnaies afin de profiter de l'issue la plus favorable et de régler les engagements libellés en monnaies étrangères dans la monnaie utilisée par le bailleur pour verser des fonds.

Deux contrats de change à terme étaient recensés au 31 décembre 2021 :

- 1) 7 500 000 dollars australiens à livrer le 30 avril 2022, le règlement ayant eu lieu à la date prévue, et
- 2) 6 500 000 dollars australiens à livrer le 30 septembre 2022.

Sur la base des montants notionnels, par monnaie et dans la monnaie d'origine, au 31 décembre 2021, l'exposition des actifs financiers de l'Organisation au risque de change était la suivante :

Monnaie	2021	2020
AUD	2 076 443	8 697 844
NZD	4 561 712	9 847 165
USD	3 916 807	4 297 880
FJD	1 783 004	1 324 897

Les taux de change suivants ont été appliqués pour la conversion en euros :

Monnaie	Taux en fin d'exercice	
	2021	2020
AUD	0,6415	0,6255
NZD	0,6042	0,5868
USD	0,8837	0,8143
FJD	0,4149	0,3965

Analyse de sensibilité

44. Les montants exprimés ci-dessous détaillent l'impact qu'aurait eu une variation de 10 %, à la hausse ou à la baisse, des différentes monnaies par rapport à l'euro au 31 décembre 2021. La présente analyse part du principe d'une stabilité de toutes les autres variables, taux d'intérêt inclus.

	AUD	NZD	USD	FJD
Bénéfice ou perte 2021	+ 133 204	+ 275 619	+ 346 128	+ 73 977
Bénéfice ou perte 2020	+ 544 050	+ 577 832	+ 349 976	+ 52 532

Risque de crédit

45. La direction a mis en place une politique en matière de crédit ; l'exposition au risque de crédit est évaluée en permanence. La CPS est exposée au risque de crédit par le biais de ses actifs financiers, essentiellement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des titres de créance et des produits à recevoir.

Pour les dépôts bancaires, créances incluses, seules les contreparties reconnues dont la santé financière est avérée peuvent être acceptées.

S'agissant des montants à recevoir, le risque de crédit est limité, puisque les contributions statutaires dues par les États et Territoires membres et les subventions spéciales des pays hôtes sont considérées comme des dettes souveraines. À la date de clôture, le risque de crédit était peu important.

Risque de liquidité

46. Une gestion prudente du risque de liquidité implique de conserver un niveau de trésorerie suffisant et de disposer de ressources financières grâce à un montant d'espèces et des facilités de crédit appropriés.

Les passifs financiers de la CPS sont analysés ci-dessous ; ils sont regroupés en fonction de la durée restant jusqu'à l'échéance à la date de clôture des comptes.

Au 31 décembre 2021 :

Passifs financiers	Jusqu'à 1 an	1 à 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Comptes fournisseurs et comptes de régularisation	2 917 230	-	-	-	2 917 230
Emprunts	346 900	713 165	1 063 841	559 583	2 683 489
Total	3 264 130	713 165	1 063 841	559 583	5 600 719

Au 31 décembre 2020 :

Passifs financiers	Jusqu'à 1 an	1 à 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Comptes fournisseurs et comptes de régularisation	5 048 820	-	-	-	5 048 820
Emprunts	340 392	699 954	1 099 786	883 783	3 023 915
Total	5 389 212	699 954	1 099 786	883 783	8 072 735

Risque de flux de trésorerie et risque de juste valeur sur taux d'intérêt

Actifs financiers

47. Les investissements de la CPS détenus jusqu'à leur échéance (actifs financiers) étant à taux fixe, l'exposition au risque de taux d'intérêt n'est pas considérée comme significative.

Tous les investissements détenus jusqu'à leur échéance ont une échéance inférieure à un an et font l'objet d'un réinvestissement à l'échéance en fonction de l'analyse des flux de trésorerie. Il s'agit des investissements en valeurs mobilières à terme souscrits auprès de la Banque Calédonienne d'Investissement (BCI) pour un montant de 31 727 000 euros et de la Banque de Nouvelle-Calédonie (BNC) pour un montant de 28 500 000 euros, investissements dont les taux d'intérêt oscillent entre 0,35 % et 0,70 % par an (voir note 7).

Analyse des investissements détenus jusqu'à échéance 31/12/2021 (en EUR)	
3 à 6 mois	4 470 000
6 à 12 mois	55 757 000
Total dépôts à terme détenus jusqu'à leur échéance	60 227 000

Passifs financiers

48. Les emprunts de la CPS (passifs financiers) sont à taux variable. L'Organisation a estimé que le taux d'intérêt à la date à laquelle les emprunts ont été contractés et le taux d'intérêt actuel ont peu changé et que, par conséquent, l'exposition au risque de taux d'intérêt n'est pas considérée comme significative.

Par ailleurs, la CPS ne porte ni passif ni actif financier à taux fixe à leur juste valeur au compte de résultat. Par conséquent, les éventuelles variations des taux d'intérêt à la date de clôture de l'exercice n'auraient aucun impact sur l'état de la performance financière. En outre, les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti, considéré comme raisonnablement proche de la juste valeur.

Réserve générale

49. Le terme « réserve générale » désigne le fonds de réserve général établi au moyen de la dotation initiale de la CPS, auquel est imputé l'excédent ou le déficit opérationnel annuel.

Réserves particulières

50. Le terme « réserves particulières » désigne les fonds établis par le Directeur général à des fins particulières, avec l'approbation de l'organe directeur. Ils sont considérés comme affectés et, en principe, ne peuvent pas être utilisés pour une autre fin que la fin spécifiée. Réserves particulières, y compris réserve de change (voir note 4, point 52).

Fonds spéciaux

51. Le terme « fonds spéciaux » désigne les fonds établis spécialement pour des entités qui s'autofinancent, à savoir le service de gestion immobilière et l'économat.

Réserve de change

52. Les éventuels gains ou pertes de change sont portés à la réserve de change. La réserve est utilisée pour couvrir la volatilité de l'euro par rapport aux monnaies utilisées par la CPS.

Engagements, provisions et actifs/passifs éventuels

Engagements

53. Les engagements correspondent aux charges et passifs à venir au titre de contrats conclus à la date de clôture des comptes, et auxquels la CPS peut difficilement se soustraire dans le cours normal de ses activités. Les engagements liés aux contrats de travail sont exclus. Les engagements comprennent :

- les engagements en capital, c'est-à-dire le montant cumulé des dépenses d'investissement ayant fait l'objet d'un contrat mais n'étant pas comptabilisées comme payées ou fournies à la clôture de l'exercice ;
- les contrats de fourniture de marchandises et de prestation de service devant, selon la CPS, être livrés ou fournis dans le cadre de ses activités ordinaires ;
- les autres engagements non résiliables.

Provisions

54. Une provision est comptabilisée lorsque la CPS fait face à une obligation actuelle (juridique ou implicite) pouvant être évaluée de manière fiable, et qu'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour régler l'obligation. Les montants des provisions sont calculés en fonction de la valeur actuelle des charges jugées nécessaires pour éteindre l'obligation.

Actifs/passifs éventuels

55. Un actif éventuel est signalé lorsque l'entrée d'avantages économiques ou d'un potentiel de service est probable. Lorsqu'un actif éventuel devient quasi-certain et que son montant peut être évalué de manière fiable, l'actif et le produit correspondant sont portés aux comptes de l'exercice au cours duquel a eu lieu le changement.

56. Tout passif éventuel est signalé, sauf si la possibilité qu'il se concrétise est faible. Si la concrétisation du passif est probable, une provision est portée aux comptes de l'exercice au cours duquel la probabilité s'est inversée.

57. La CPS étant une organisation internationale à but non lucratif, elle n'est pas assujettie à l'impôt sur les sociétés.

Compensation entre produits et charges

58. Les produits et charges ne sont pas compensés, sauf si une norme comptable l'exige ou l'autorise. En règle générale, cela se produit lorsque des gains et des pertes découlent de transactions similaires.

Compensation entre actifs et passifs

59. Les actifs et les passifs sont compensés et le montant net n'est présenté à l'état de la situation financière que s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser l'actif et le passif et l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

Note 5

Information sectorielle

1. La CPS segmente ses sources de financement par secteur, en fonction de ses obligations envers les bailleurs ou les États et Territoires membres. Cette segmentation permet par ailleurs à l'Organisation de se fixer des objectifs et de prendre des décisions quant à l'affectation future des ressources en faveur des domaines d'action prioritaires.

Fonds ordinaires

2. Les fonds ordinaires sont principalement constitués des contributions statutaires dont doit s'acquitter chaque État et Territoire membre et des subventions spéciales des pays hôtes. Ces fonds font l'objet d'un suivi distinct, et la CPS est libre de les utiliser comme elle l'entend. Ils comprennent aussi des contributions volontaires et des produits divers, notamment les produits des intérêts. Les états financiers annuels sont le seul document que la CPS est tenue d'établir à l'intention des membres pour rendre compte de l'utilisation de ces fonds.

Fonds projet

3. Les fonds projet correspondent aux financements que les organismes bailleurs et les États et Territoires membres versent à la CPS en sus de leurs contributions statutaires, en faveur de projets et d'objectifs précis. La CPS n'est pas libre d'utiliser ces fonds comme elle l'entend. L'utilisation qui en est faite et les rapports financiers y afférents doivent satisfaire aux instructions reçues des bailleurs. L'Organisation prélève une redevance administrative comptabilisée en tant que recouvrement des coûts au fur et à mesure de la dépense desdits fonds.

Fonds spéciaux

4. Les fonds spéciaux regroupent les montants générés en interne au titre des activités du service de gestion immobilière et de l'économat de Nouvelle-Calédonie. L'économat vend, uniquement au personnel, des articles divers et des produits hors taxes. Le service de gestion immobilière gère les logements du parc immobilier de la CPS occupés par des agents de l'Organisation. Cette dernière prend à sa charge 75 % du montant estimé des loyers sur le marché, et les agents, les 25 % restants. L'utilisation que la CPS fait des excédents générés au titre de ces transactions n'est soumise à aucune restriction.

Note 6

Information sectorielle : état de la performance financière de l'exercice clos au 31 décembre 2021

	INFORMATION SECTORIELLE : ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE DE L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2021									
	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020
	Euro Fonds ordinaires	Euro Fonds ordinaires	Euro Fonds fléchés	Euro Fonds fléchés	Euro Fonds fléchés	Euro Fonds fléchés	Euro Fonds spéciaux	Euro Fonds spéciaux	Euro Total fonds	Euro Total fonds
Produits										
Contributions des pays membres	16 483 621	16 212 700	20 061 252	21 527 212	-	-	-	-	36 544 873	37 739 912
Autres partenaires du développement	-	-	29 713 276	27 842 212	-	-	-	-	29 713 276	27 842 212
Produits nets – service gestion immobilière	-	-	-	-	306 604	306 604	334 099	334 099	306 604	334 099
Produits nets – éconamat	-	-	-	-	64 082	64 082	56 300	56 300	64 082	56 300
Autres (dont intérêts)	1 005 575	521 532	-	-	-	-	-	-	1 005 575	521 532
Total produits	17 489 196	16 734 232	49 774 528	49 369 424	370 686	370 686	390 399	390 399	67 634 410	66 494 055
Charges										
Bureau du Directeur général	5 189 051	4 024 045	707 095	517 158	-	-	-	-	5 896 146	4 541 203
Opérations et gestion	5 017 651	6 256 160	148	182 546	-	-	-	-	5 017 799	6 438 706
Total – administration	10 206 702	10 280 205	707 243	699 704	-	-	-	-	10 913 945	10 979 909
Redevances de gestion des projets (recouvrement)	(4 669 623)	(5 209 414)	-	-	-	-	-	-	(4 669 623)	(5 209 414)
Dépenses administratives nettes	5 537 079	5 070 791	707 243	699 704	-	-	-	-	6 244 322	5 770 495
Géosciences, services maritimes et énergie	1 624 896	2 039 690	11 055 310	11 955 811	-	-	-	-	12 680 206	13 995 501
Évaluation et qualité de l'enseignement	392 174	382 809	3 166 883	2 812 925	-	-	-	-	3 559 057	3 195 734
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	2 202 316	2 081 701	12 023 247	12 713 268	-	-	-	-	14 225 563	14 794 969
Ressources terrestres	1 281 003	1 227 471	5 228 278	4 242 973	-	-	-	-	6 509 281	5 470 444
Santé publique	858 197	902 836	4 786 020	5 026 784	-	-	-	-	5 644 217	5 929 620
Droits de la personne et développement social	675 011	527 766	3 826 639	3 909 779	-	-	-	-	4 501 650	4 437 545
Durabilité environnementale et changement climatique	564 576	425 109	7 097 438	5 547 477	-	-	-	-	7 662 014	5 972 586
Statistique pour le développement	955 616	699 948	1 883 470	2 460 703	-	-	-	-	2 839 086	3 160 651
Total – programmes	8 553 789	8 287 330	49 067 285	48 669 720	-	-	-	-	57 621 074	56 957 050
Total charges	14 090 868	13 358 121	49 774 528	49 369 424	-	-	-	-	63 865 396	62 727 545
Excédent net pour l'exercice	3 398 328	3 376 111	-	-	370 686	370 686	390 399	390 399	3 769 014	3 766 510
Fonds programmes pour 2021 et 2020 inclus comme suit dans les recettes fléchées :										
Produits	Fonds programmes 2021		Fonds programmes 2020							
Contributions des pays membres	8 269 843		8 530 840							
Autres partenaires du développement	994 621		1 152 455							
Total fonds programmes	9 264 464		9 683 295							

Note 7

Total trésorerie et équivalents de trésorerie et dépôts à terme détenus jusqu'à leur échéance (en EUR)

	31/12/2021	31/12/2020
a) Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Trésorerie détenue sur des comptes bancaires	37 001 170	34 870 240
Petite caisse	4 154	5 940
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	37 005 324	34 876 180
b) Dépôts à terme détenus jusqu'à leur échéance		
Dépôts à terme détenus jusqu'à leur échéance	60 227 000	45 722 257
Total dépôts à terme détenus jusqu'à leur échéance	60 227 000	45 722 257
Total trésorerie et équivalents de trésorerie et dépôts à terme détenus jusqu'à leur échéance	97 232 324	80 598 437

Trésorerie et équivalents de trésorerie et dépôts à terme détenus jusqu'à leur échéance par monnaie

	31/12/2021	31/12/2020
Dollar australien	1 331 955	5 440 606
Franc Pacifique (CFP)	4 111 640	4 048 532
Euro	84 282 799	61 063 654
Dollar fidjien	763 829	545 196
Livre sterling	440 276	126 902
Dollar néo-zélandais	2 756 410	5 778 395
Tala (Samoa)	5 184	6 437
Dollar des Îles Salomon	26 663	40 443
Pa'anga (Tonga)	36 034	21 734
Dollar des États-Unis	3 461 248	3 499 747
Vatu (Vanuatu)	16 286	26 791
Total trésorerie et équivalents de trésorerie et dépôts à terme détenus jusqu'à leur échéance	97 232 324	80 598 437

Note 8

Contributions statutaires et subventions spéciales des pays hôtes à recevoir et charges à payer (en EUR)

	31/12/2021	31/12/2020
Contributions statutaires et subventions spéciales des pays hôtes à recevoir	3 119 179	2 390 704
Provision pour dépréciation	(1 046 423)	(940 823)
Total contributions statutaires et subventions spéciales des pays hôtes à recevoir	2 072 756	1 449 881
Contributions statutaires – versements anticipés	-	(1 717 900)
Total contributions statutaires – versements anticipés	-	(1 717 900)
1 an	1 863 713	1 382 748
1 an – dépréciation	(105 600)	(105 600)
2 à 4 ans	684 527	364 166
2 à 4 ans – dépréciation	(369 884)	(191 433)
Plus de 4 ans	570 939	643 790
Plus de 4 ans – dépréciation	(570 939)	(643 790)
Total contributions statutaires et subventions spéciales des pays hôtes à recevoir	2 072 756	1 449 881

Note 9

Autres créances et prépaiements (en EUR)

	31/12/2021	31/12/2020
Créances envers des tiers (dépôts)	64 480	62 269
Personnel	82 640	76 347
Autres créanciers	477 267	426 393
Total autres créances	624 387	565 009

Note 10 Immobilisations corporelles

- La CPS distingue deux catégories d'immobilisations corporelles : les actifs principaux et les actifs afférents aux projets. Les actifs principaux comprennent les actifs acquis et enregistrés par le service de gestion immobilière, les résultats qui s'y rapportent étant classés dans les fonds spéciaux. Le classement d'actifs dans une catégorie dépend principalement de la source de financement ayant servi à leur acquisition. Lorsque des fonds sont fournis en vue de travaux de rénovation, la catégorie préexistante de l'actif faisant l'objet de ces travaux est prise en considération à titre secondaire.
- Au 31 décembre 2021, la CPS n'enregistrerait aucune dépréciation sur ses immobilisations corporelles.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES (EN EUR)

Description	Terrains	Bâtiments	Total foncier	Équipement général	Matériel informatique	Mobilier	Logements automobiles	Véhicules automobiles	Construction en cours	Total
Coût ou estimation										
Au 31 décembre 2020	6 392 274	30 620 791	37 013 065	3 793 757	4 101 595	365 171	122 901	1 341 786	608 638	47 346 913
Acquisitions – note 10a	-	-	-	42 379	-	-	-	69 478	582 498	694 355
Cessions	-	-	-	-	-	-	-	(72 507)	-	(72 507)
Transferts	-	641 983	641 983	-	-	-	-	-	(641 983)	-
Au 31 décembre 2021	6 392 274	31 262 774	37 655 048	3 836 136	4 101 595	365 171	122 901	1 338 757	549 153	47 968 761
Amortissements cumulés										
Au 31 décembre 2020	-	(18 057 239)	(18 057 239)	(3 538 238)	(3 879 786)	(334 726)	(88 753)	(1 103 868)	-	(27 002 610)
Amortissements – note 10b	-	(679 849)	(679 849)	(136 093)	(23 322)	(8 125)	(7 009)	(69 860)	-	(924 258)
Amortissements sur cessions	-	-	-	-	-	-	-	72 507	-	72 507
Au 31 décembre 2021	-	(18 737 088)	(18 737 088)	(3 674 331)	(3 903 108)	(342 851)	(95 762)	(1 101 221)	-	(27 854 361)
Valeur après amortissement										
Au 31 décembre 2021	6 392 274	12 525 686	18 917 960	161 805	198 487	22 320	27 139	237 536	549 153	20 114 400
Soit :										
Fonds ordinaires	6 392 274	10 885 288	17 277 562	38 428	190 502	6 756	5 749	176 717	549 153	18 244 867
Fonds projet	-	1 640 398	1 640 398	123 377	7 985	15 564	21 390	60 819	-	1 869 533
Au 31 décembre 2021	6 392 274	12 525 686	18 917 960	161 805	198 487	22 320	27 139	237 536	549 153	20 114 400
Valeur après amortissement										
Au 31 décembre 2020	6 392 274	12 563 552	18 955 826	255 519	221 809	30 445	34 148	237 918	608 638	20 344 303

Immobilisations corporelles	31/12/2021	31/12/2020
a) Acquisitions		
Fonds ordinaires	1 015 585	1 581 541
Fonds projet	18 041	235 037
Fonds spéciaux (gestion immobilière)	302 712	49 603
Transferts – fonds projet	(641 983)	(526 591)
Total	694 355	1 339 590
b) Amortissements		
Immobilisations corporelles – fonds ordinaires	222 985	209 456
Immobilisations corporelles – fonds projet	208 686	221 205
Immobilisations incorporelles – fonds projet	6 486	1 081
Immobilisations incorporelles – fonds ordinaires	12 664	10 985
Fonds ordinaires et fonds projet	450 821	442 727
Moins compensation du crédit reporté	(215 172)	(222 286)
Amortissements nets – fonds ordinaires	235 649	220 441
Fonds spéciaux (gestion immobilière) – note 17	492 587	485 589
Total amortissements	943 408	928 316
Soit :		
Immobilisations corporelles	924 258	916 250
Immobilisations incorporelles	19 150	12 066
Total	943 408	928 316

Note 11

Immobilisations incorporelles (en EUR)

	Coût	Amortissements	Total
Au 31 décembre 2020	433 668	(392 562)	41 106
Acquisitions	4 123	-	4 123
Dépenses d'amortissement	-	(19 150)	(19 150)
Au 31 décembre 2021¹	437 791	(411 712)	26 079
Soit :			
		31/12/2021	31/12/2020
Fonds projet		26 079	41 106
Total		26 079	41 106

¹ Au 31 décembre 2021, la CPS n'enregistrait aucune dépréciation sur ses immobilisations incorporelles.

Note 12

Comptes fournisseurs et comptes de régularisation (en EUR)

	31/12/2021	31/12/2020
Comptes fournisseurs et comptes de régularisation	2 770 234	5 007 762
Projet et autres comptes fournisseurs	146 996	41 058
Total comptes fournisseurs et comptes de régularisation	2 917 230	5 048 820

Note 13

Provisions

1. Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent les indemnités de réinstallation et la prise en charge des frais de rapatriement de l'agent, des membres de sa famille et de ses effets personnels dans son pays natal. Ces avantages sont prévus par le *Recueil des politiques relatives au personnel*. La provision pour les congés dans les foyers des expatriés est calculée sur trois ans et s'appuie sur une estimation de la taille moyenne des familles et des prix des billets d'avion.
2. L'indemnité de réinstallation est fixe, tandis que le montant des frais de rapatriement est calculé en fonction des coûts estimés. Aucun taux d'actualisation n'a été appliqué.
3. La CPS a mis en place un régime de prévoyance à cotisations définies par le biais de la Caisse de prévoyance. Les agents et la CPS ont la possibilité d'y cotiser à parts égales, en versant le même pourcentage du salaire de base. Les avoirs de la Caisse de prévoyance sont investis dans des placements à terme à faible risque. Les sommes investies et les produits d'intérêts sont reversés aux agents sous forme d'avantage postérieur à l'emploi. La CPS n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si la Caisse n'a pas assez d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice considéré ou les exercices antérieurs. Les cotisations à ce régime de retraite sont portées à l'état de la performance financière de l'exercice concerné. La CPS n'a plus d'obligation de paiement une fois que les cotisations ont été versées. Le régime de prévoyance à cotisations définies est régi par le Règlement de la Caisse de prévoyance de la Communauté du Pacifique.
4. La provision pour dépenses non éligibles liées aux projets s'applique à des projets financés par les bailleurs. Il s'agit de projets pour lesquels un contentieux existe au sujet des justificatifs des montants dépensés ou pour lesquels toutes les dépenses ne seront pas éligibles au remboursement par les bailleurs.

	Provisions agents	Dépenses non éligibles liées aux projets	Autres provisions	Total
Clôture 31/12/2020	5 916 990	9 666 486	73 933	15 657 409
Ajouts	3 281 041	2 419 329	-	5 700 370
Reprises – utilisées	(3 126 290)	-	(56 954)	(3 183 244)
Reprises – non éligibles	-	(2 306 003)	-	(2 306 003)
Clôture 31/12/2021	6 071 741	9 779 812	16 979	15 868 532
	31/12/2021	31/12/2020		
Courants	13 546 341	12 888 304		
Non courants	2 322 191	2 769 105		
Total	15 868 532	15 657 409		

La provision pour dépenses non éligibles des projets comprend une provision générale de 5 % sur les montants des projets au titre des audits mandatés par l'Union européenne (UE) et la CPS (57 207 872 euros) en fin d'exercice et une provision spécifique de 6 919 418 euros basée sur une évaluation de la direction.

Note 14 Emprunts

	31/12/2021	31/12/2020
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	3 023 915	3 382 282
Moins remboursement du capital de l'emprunt	(340 426)	(358 367)
Total emprunts au 31 décembre	2 683 489	3 023 915
Courants	346 900	340 392
Non courants	2 336 589	2 683 523
Total	2 683 489	3 023 915

La CPS a contracté cinq emprunts à terme garantis auprès de la Banque Calédonienne d'Investissement (BCI), deux emprunts à terme non garantis auprès de la Banque de Nouvelle-Calédonie (BNC) et un emprunt à terme non garanti auprès de la Caisse de prévoyance de l'Organisation, remboursé en septembre 2020. Tous ces emprunts sont liés à des placements immobiliers.

Emprunts à terme garantis de la BCI

1. Le capital du premier emprunt (n° 21301149) s'établit à 482 478 euros, dont 224 292 euros restant dus au 31 décembre 2021. Le montant des échéances (capital et intérêts) est fixé à 3 158 euros par mois pendant une période de quinze ans se terminant en avril 2028. Le taux d'intérêt variable a été fixé à 1,84 % par an au 31 décembre 2021. L'emprunt est garanti par le bien suivant : 1R Lot 2+F4 Domaine Anse Vata.
2. Le capital du deuxième emprunt (n° 21305032) s'établit à 527 940 euros, dont 263 190 euros restant dus au 31 décembre 2021. Le montant des échéances (capital et intérêts) est fixé à 3 377 euros par mois pendant une période de quinze ans se terminant en novembre 2028. Le taux d'intérêt variable a été fixé à 1,60 % par an au 31 décembre 2021. L'emprunt est garanti par le bien suivant : Lot 673 1R Trubert N'Gea.
3. Le capital du troisième emprunt (n° 21305033) s'établit à 620 120 euros, dont 315 971 euros restant dus au 31 décembre 2021. Le montant des échéances (capital et intérêts) est fixé à 3 979 euros par mois pendant une période de quinze ans se terminant en janvier 2029. Le taux d'intérêt variable a été fixé à 1,60 % par an au 31 décembre 2021. L'emprunt est garanti par le bien suivant : Lot 379 53R Reverce Tuband.
4. Le capital du quatrième emprunt (n° 21301173) s'établit à 553 080 euros, dont 257 112 euros restant dus au 31 décembre 2021. Le montant des échéances (capital et intérêts) est fixé à 3 620 euros par mois pendant une période de quinze ans se terminant en avril 2028. Le taux d'intérêt variable a été fixé à 1,84 % par an au 31 décembre 2021. L'emprunt est garanti par le bien suivant : 1R Imm Bati LT337 Domaine Tuband.
5. Le capital du cinquième emprunt (n° 21403173) s'établit à 796 100 euros, dont 549 205 euros restant dus au 31 décembre 2021. Le montant des échéances (capital et intérêts) est fixé à 4 219 euros par mois pendant une période de vingt ans se terminant en août 2034. Le taux d'intérêt variable a été fixé à 2,43 % par an au 31 décembre 2021. L'emprunt est garanti par le bien suivant : Lot 224 Domaine Tuband.

Emprunts à terme non garantis de la BNC

1. Le capital du premier emprunt (n° 0026117 01) s'établit à 1 592 200 euros, dont 582 917 euros restant dus au 31 décembre 2021. Le montant des échéances (capital et intérêts) est fixé à 9 348 euros par mois pendant une période de dix-sept ans et neuf mois se terminant en juin 2027. Le taux d'intérêt variable a été fixé à 1,92 % par an au 31 décembre 2021.
2. Le capital du deuxième emprunt (n° 0028680 01) s'établit à 1 089 400 euros, dont 490 801 euros restant dus au 31 décembre 2021. Le montant des échéances (capital et intérêts) est fixé à 5 249 euros par mois pendant une période de dix-neuf ans et onze mois se terminant en février 2030. Le taux d'intérêt variable a été fixé à 1,09 % par an au 31 décembre 2021.
3. Les emprunts susmentionnés contractés auprès de la BNC sont des dispositifs à terme non garantis.

Emprunts à terme non garantis de la Caisse de prévoyance

1. Le montant du capital de cet emprunt s'établit à 407 268 euros, dont 25 245 euros restant dus au 31 décembre 2019. Le taux d'intérêt fixe avait été fixé à 3,15 % par an. L'emprunt a été intégralement remboursé en septembre 2020.

Note 15

Crédit reporté – immobilisations corporelles (en EUR)

CRÉDIT REPORTÉ – IMMOBILISATIONS CORPORELLES								
Description	Bâtiments	Équipement général	Matériel informatique	Mobilier	Logements	Véhicules automobiles	Immobilisations incorporelles	Total
Coût ou estimation								
Au 31 décembre 2020	2 151 780	1 666 243	884 400	149 001	64 135	516 831	87 171	5 519 561
Acquisitions	-	18 041	-	-	-	-	-	18 041
Cessions	-	-	-	-	-	(23 657)	-	(23 657)
Au 31 décembre 2021	2 151 780	1 684 284	884 400	149 001	64 135	493 174	87 171	5 513 945
Amortissements cumulés								
Au 31 décembre 2020	(412 567)	(1 490 653)	(874 863)	(128 837)	(37 345)	(427 947)	(68 794)	(3 441 006)
Amortissements	(98 815)	(70 254)	(1 552)	(4 600)	(5 400)	(28 065)	(6 486)	(215 172)
Amortissements sur cessions	-	-	-	-	-	23 657	-	23 657
Au 31 décembre 2021	(511 382)	(1 560 907)	(876 415)	(133 437)	(42 745)	(432 355)	(75 280)	(3 632 521)
Valeur après amortissement								
au 31 décembre 2021	1 640 398	123 377	7 985	15 564	21 390	60 819	11 891	1 881 424
Valeur après amortissement								
au 31 décembre 2020	1 739 213	175 590	9 537	20 164	26 790	88 884	18 377	2 078 555

	31/12/2021	31/12/2020
Courants	215 172	219 565
Non courants	1 666 252	1 858 990
Total	1 881 424	2 078 555

Note 16

Fonds projet non employés/(créances) (en EUR)

	31/12/2021	31/12/2020
Sommes détenues pour le compte des bailleurs	66 293 030	48 175 541
Sommes dues par les bailleurs	(3 538 565)	(3 735 306)
Montant net des fonds détenus pour le compte des bailleurs	62 754 465	44 440 235

Voir ci-dessous pour une liste détaillée :

DÉTAIL DES MOUVEMENTS DE FONDS PROJET (DU 01/01/2021 AU 31/12/2021) PAR BAILLEUR, EN EUR

Code	Section	Période couverte (JJ/MM/AAAA)	Titre du projet	Solde au 31/12/2020	Montant reçu des bailleurs	Total disponible	Charges au 31/12/2021	Solde pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
			Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT)	3 845 626	13 434 196	17 279 822	7 884 603	9 395 219	(20 365)
J00015	Division ressources terrestres – Marchés pour assurer les moyens de subsistance	24/08/2018	30/06/2023 Communauté océanique pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom)	247 594	688 826	936 420	363 727	572 693	0
J00031	Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	01/05/2017	30/06/2021 Projet d'accès à la justice aux Îles Salomon	170 707	0	170 707	165 742	4 965	0
J00039	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	01/01/2019	30/06/2023 DFAT – Financement du plan d'activité de l'EQAP	806 247	2 190 342	2 996 589	2 368 610	627 979	0
J00134	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	01/07/2018	31/12/2020 Renforcement des capacités des pays insulaires océaniques concernant le respect de leurs droits en matière de juridiction maritime	47 642	0	47 642	47 642	0	0
J00188	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	28/05/2019	30/06/2024 DFAT – Projet « Vulnérable Basepoints »	369 795	0	369 795	232 369	137 426	0
J00146	Direction opérations et gestion – Service des finances	01/01/2017	31/12/2019 Activités de renforcement de la gestion financière (DFAT & MFAT)	9 855	0	9 855	9 855	0	0
J00221	Division ressources terrestres – Ressources génétiques	12/09/2019	31/12/2023 Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique	474 232	0	474 232	244 079	230 152	0
J00223	Division santé publique – Bureau du Directeur	01/10/2019	31/12/2022 Projet sur la sécurité – Spécialistes techniques	204 924	272 728	477 651	200 808	276 844	0
J00249	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	13/02/2020	30/06/2021 DFAT – Évaluation des besoins en observation de la Terre dans le Pacifique	54 845	0	54 845	63 635	(8 790)	0
J00251	Division santé publique – Programme surveillance, préparation et réponse	23/03/2020	30/06/2023 DFAT – Politiques et programmes reposant sur une base factuelle dans le Pacifique	432 255	729 073	1 161 327	234 511	926 816	0
J00260	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	05/06/2020	30/04/2021 DFAT – Projet de tableau de bord sur la délimitation maritime dans le Pacifique	24 425	0	24 425	24 425	0	0
J00277	Division ressources terrestres – Marchés pour assurer les moyens de subsistance	27/11/2020	31/12/2022 Mise en œuvre des systèmes nationaux génériques ePhyto	68 510	69 547	138 057	49 767	88 290	0
J00042	Division santé publique – Bureau du Directeur	01/01/2018	30/09/2021 DFAT – Fonds programmes 2018-2020	530 467	0	530 467	165 435	365 032	0
J00291	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Bureau du Directeur	01/01/2021	31/12/2023 DFAT – Fonds programmes 2020-2022	(18 645)	2 884 514	2 865 868	1 728 052	1 137 816	0
J00016	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	21/12/2018	01/04/2021 Atelier sur les limites maritimes	5 148	0	5 148	5 148	0	0
J00033	Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	01/07/2018	31/12/2021 Financement régional DFAT	(222 888)	1 212 047	989 160	886 673	102 486	0

DÉTAIL DES MOUVEMENTS DE FONDS PROJET (DU 01/01/2021 AU 31/12/2021) PAR BAILLEUR, EN EUR										
Code	Section	Période couverte (JJ/MM/AAAA)	Titre du projet	Solde au 31/12/2020	Montant reçu des bailleurs	Total disponible	Charges au 31/12/2021	Solde pour le compte des bailleurs	Somme des déductions par les bailleurs	Somme des sommes dues par les bailleurs
J00047	Département développement social	01/01/2019	31/12/2023	Promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes dans les pays insulaires océaniques – Phase 2	507 625	0	507 625	423 074	84 551	0
J00056	Division statistique pour le développement	01/01/2018	30/06/2021	Fonds programme pour la Division statistique pour le développement	106 357	0	106 357	(0)	0	(0)
J00074	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	01/01/2018	31/12/2019	Programme DFAT PacSAFE	27 258	0	27 258	0	27 258	0
J00125	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme géoressources et énergie	26/04/2012	30/06/2019	Programme océanien d'étiquetage et de normes énergétiques pour les appareils électriques (PALS)	(725)	0	(725)	3 276	0	(4 001)
J00318	Bureau du Directeur général	01/06/2021	31/05/2026	CPS – Programme pour l'accès des femmes au leadership	0	1 588 790	1 588 790	209	1 588 581	0
J00320	Division santé publique – Bureau du Directeur	21/06/2021	30/06/2023	COVID-19 – Renforcement des systèmes de santé et de la résilience face à la COVID-19 aux Îles Cook	0	273 143	273 143	63	273 081	0
J00346	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	06/10/2021	31/03/2023	CPS – Australian Water Partnership (coordination des activités)	0	206 743	206 743	1 972	204 771	0
J00306	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	23/04/2021	31/12/2023	Limites maritimes en Océanie	0	476 324	476 324	30 767	445 557	0
J00310	Division santé publique – Bureau du Directeur	01/06/2021	30/06/2024	DFAT – Fonds programmes 2021-2024	0	2 223 179	2 223 179	383 472	1 839 707	0
J00321	Division statistique pour le développement	01/09/2021	31/08/2022	DFAT – Financement relais	0	618 940	618 940	137 360	481 580	0
J00336	Droits de la personne et développement social	23/12/2021	30/06/2026	Programme Pacific Women Lead 2022-2026	0	0	0	7 574	(7 574)	0
				Ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (MIFAT)	14 271 569	12 261 243	26 532 811	8 316 025	18 216 787	(65 882)
J00020	Division ressources terrestres – Agriculture durable	28/06/2018	01/12/2019	Faire face à la menace que constitue le rhinocéros du cocotier aux Îles Salomon	2 757	0	2 757	0	2 757	0
J00037	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	01/01/2019	30/06/2021	Plan d'activité de l'EQAP	169 406	0	169 406	169 406	0	0
J00043	Division santé publique – Programme prévention et lutte contre les maladies non transmissibles	07/08/2018	25/02/2022	Action plurisectorielle de lutte contre les IMNT en Océanie	489 924	602 635	1 092 559	288 688	803 870	0
J00076	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	01/01/2019	31/10/2020	Améliorer l'accès au financement climatique en Océanie	4 428	88 832	93 260	31 405	61 854	0
J00080	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	12/10/2018	28/02/2023	Programme océanien de sécurité des transports maritimes intérieurs	253 034	339 523	592 558	295 626	296 932	0
J00089	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Aquaculture côtière	01/07/2016	31/12/2021	Projet de développement d'une aquaculture océanique durable pour la sécurité alimentaire et la croissance économique	191 538	3 789	195 327	195 327	0	0

DÉTAIL DES MOUVEMENTS DE FONDS PROJET (DU 01/01/2021 AU 31/12/2021) PAR BAILLEUR, EN EUR

Code	Section	Période couverte (JJ/MM/AAAA)	Titre du projet	Solde au 31/12/2020	Montant reçu des bailleurs	Total disponible	Charges au 31/12/2021	Solde pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs		
J00140	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	01/01/2015	31/12/2019	Renforcement de la sécurité hydrique dans les atolls	(62 654)	0	(62 654)	(20 413)	(42 241)	0	(42 241)
J00150	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Bureau du Directeur	22/02/2018	01/07/2023	Programme de formation des cadres du secteur des pêches dans le Pacifique	1 108 502	920 967	2 029 468	407 537	1 621 931	1 621 931	0
J00184	Division statistique pour le développement	17/05/2019	31/03/2023	Projet pour l'amélioration de l'accès aux données et statistiques océaniques (Division statistique pour le développement/TIC)	129 346	1 165 233	1 294 579	951 502	343 077	343 077	0
J00189	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Gestion des pêches côtières	01/01/2016	30/06/2022	Amélioration de la gestion halieutique au profit de la sécurité alimentaire et de la pérennisation des moyens de subsistance	1 269 936	0	1 269 936	816 892	453 044	453 044	0
J00198	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Programme pêche hauturière	01/06/2017	28/02/2024	Évaluation des stratégies de gestion océaniques	1 952 949	147 575	2 100 525	577 115	1 523 410	1 523 410	0
J00199	Bureau du Directeur général – Stratégie, performance et amélioration continue	14/06/2019	28/02/2020	Renforcement des capacités océaniques en matière de suivi, évaluation, recherche et amélioration continue – Phase 1	(22 840)	0	(22 840)	0	(22 840)	0	(22 840)
J00200	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services durables	14/06/2019	31/07/2023	Centre de la Communauté du Pacifique pour la science marine (PCCOS)	629 563	1 235 467	1 865 031	378 194	1 486 837	1 486 837	0
J00224	Division ressources terrestres – Agriculture durable	01/10/2019	15/03/2024	Sensibilisation et réponse à la propagation du rhinocéros du cocotier en Océanie	278 253	333 408	611 662	329 661	282 001	282 001	0
J00234	Division géosciences, énergie et services maritimes – Bureau du Directeur	11/11/2019	31/03/2020	Cartographie des risques associés aux aléas et données géospatiales	56 229	(56 229)	0	0	0	0	0
J00264	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	19/06/2020	20/12/2023	Gestion de la pénurie d'eau	1 710 437	2 530 748	4 241 185	413 404	3 827 780	3 827 780	0
J00265	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	26/06/2020	31/07/2022	Sécurité hydrique à Vaitupu	533 239	217 878	751 116	68 568	682 549	682 549	0
J00279	Bureau du Directeur général – Stratégie, performance et amélioration continue	03/12/2020	31/12/2024	Renforcement des capacités en suivi, évaluation et amélioration continue dans le Pacifique	276 849	282 591	559 439	107 614	451 825	451 825	0
J00041	Division santé publique – Programme prévention et lutte contre les maladies non transmissibles	07/08/2018	30/11/2021	MFAT – Fonds programmes	(802)	0	(802)	0	(802)	0	(802)
J00231	Division ressources terrestres – Bureau du Directeur	01/01/2020	31/12/2024	MFAT – Fonds programmes 2020-2024	603 445	0	603 445	436 398	167 047	167 047	0
J00232	Division statistique pour le développement	01/01/2020	31/12/2024	MFAT – Fonds programmes 2020-2024	307 539	0	307 539	238 564	68 975	68 975	0
J00236	Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	01/01/2020	31/12/2024	MFAT – Fonds programmes 2020-2024	221 285	0	221 285	99 127	122 159	122 159	0

DÉTAIL DES MOUVEMENTS DE FONDS PROJET (DU 01/01/2021 AU 31/12/2021) PAR BAILLEUR, EN EUR

Code	Section	Période couverte (JJ/MM/AAAA)	Titre du projet	Solde au 31/12/2020	Montant reçu des bailleurs	Total disponible	Charges au 31/12/2021	Solde pour le compte des bailleurs	Sommes détenues par les bailleurs
J00237	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Bureau du Directeur	01/01/2020	MFAT – Fonds programmes 2020-2024	1 024 114	0	1 024 114	519 300	504 814	504 814
J00238	Division santé publique – Bureau du Directeur	01/01/2020	MFAT – Fonds programmes 2020-2024	320 922	0	320 922	276 054	44 868	44 868
J00239	Durabilité environnementale et changement climatique	01/01/2020	MFAT – Fonds programmes 2020-2024	322 639	0	322 639	215 326	107 312	107 312
J00240	Division géosciences, énergie et services maritimes – Bureau du Directeur	01/01/2020	MFAT – Fonds programmes 2020-2024	1 032 689	0	1 032 689	562 367	470 322	470 322
J00241	Département développement social	01/01/2020	MFAT – Fonds programmes 2020-2024	305 512	0	305 512	80 155	225 357	225 357
J00242	Bureau du Directeur général – Stratégie, performance et amélioration continue	01/01/2020	MFAT – Fonds programmes 2020-2024 – Financements à visée spécifique	921 717	0	921 717	304 179	617 538	617 538
J00284	Division santé publique – Bureau du Directeur	16/12/2020	COVID-19 – Renforcer les capacités des îles Cook dans le domaine de la santé publique	246 816	0	246 816	11 374	235 442	235 442
J00312	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Pêche hauturière – Suivi et analyse des pêcheries et de l'écosystème	27/05/2021	30/06/2024 Changement climatique et pêche thonière	0	1 109 655	1 109 655	35 318	1 074 337	1 074 337
J00316	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	01/06/2021	01/06/2024 MFAT – Projet PacREF	0	156 033	156 033	79 008	77 025	77 025
J00319	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	17/06/2021	31/12/2024 PARTneR.2.0 – Analyse des risques	0	555 860	555 860	8 481	547 380	547 380
J00324	Droits de la personne et développement social	01/07/2021	31/12/2023 Mise en œuvre des lois contre les violences domestiques	0	392 241	392 241	27 626	364 615	364 615
J00326	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	28/06/2021	31/10/2023 Gestion intégrée de la ressource en eau – Tuvalu	0	353 585	353 585	183	353 402	353 402
J00334	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Aquaculture côtière	03/08/2021	30/11/2026 Aquaculture et pêches côtières durables au service des moyens d'existence en Océanie	0	317 954	317 954	1 672	316 282	316 282
J00345	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	28/10/2021	31/03/2024 Projet de renforcement de l'action et de la coopération régionales en matière de sécurité hydrique	0	303 149	303 149	0	303 149	303 149
J00303	Division statistique pour le développement	01/02/2021	30/06/2022 Appui au service national de la statistique des îles Cook pour la réalisation d'enquêtes d'évaluation rapide	0	25 174	25 174	18 668	6 506	6 506
J00314	Division statistique pour le développement	20/05/2021	30/06/2022 Assistance technique en matière d'analyse de données/d'enquêtes d'évaluation rapide (service national de la statistique de Niue)	0	11 230	11 230	6 927	4 303	4 303
J00315	Division statistique pour le développement	20/05/2021	30/06/2022 Assistance technique en matière d'analyse de données/d'enquêtes d'évaluation rapide (service national de la statistique de Tokelau)	0	11 230	11 230	5 770	5 460	5 460
J00328	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	12/10/2021	31/12/2024 MFAT – Partenariat tripartite pour la phase 2 (EQAP)	0	927 797	927 797	281 151	646 646	646 646
J00286	Durabilité environnementale et changement climatique	23/12/2020	30/06/2024 Améliorer l'accès au financement climatique en Océanie	0	284 916	284 916	103 053	181 864	181 864

DÉTAIL DES MOUVEMENTS DE FONDS PROJET (DU 01/01/2021 AU 31/12/2021) PAR BAILLEUR, EN EUR

Code	Section	Période couverte (JJ/MM/AAAA)	Titre du projet	Solde au 31/12/2020	Montant reçu des bailleurs	Total disponible	Charges au 31/12/2021	Solde pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs	Sommes détenues pour le compte des bailleurs
J00008	Division ressources terrestres – Marchés pour assurer les moyens de subsistance	11/02/2016	31/12/2019	(65 337)	0	(65 337)	(1 930)	0	(63 407)	(63 407)
J00025	Durabilité environnementale et changement climatique	10/07/2018	30/06/2023	24 485	1 158 046	1 182 531	232 499	950 032	950 032	0
J00062	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	07/09/2013	06/04/2020	27 975	0	27 975	32 225	(4 250)	0	(4 250)
J00073	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	05/07/2017	31/01/2022	229 085	(156 939)	72 145	59 050	13 095	13 095	0
J00075	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	01/01/2019	30/06/2023	1 022 990	3 802 171	4 825 161	2 076 987	2 748 174	2 748 174	0
J00100	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Bureau du Directeur	01/07/2018	01/09/2023	3 326 922	5 382 735	8 709 657	3 050 209	5 659 448	5 659 448	0
J00123	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme géorressources et énergie	01/08/2014	31/03/2021	(528 008)	40 029	(487 979)	(35 799)	(452 180)	0	(452 180)
J00135	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	01/01/2016	29/07/2022	22 067	33 348	55 415	12 552	42 863	42 863	0
J00141	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	01/08/2014	01/08/2019	(415 608)	364 610	(50 998)	0	(50 998)	0	(50 998)
J00151	Division ressources terrestres – Marchés pour assurer les moyens de subsistance	01/01/2015	18/12/2018	(3 561)	0	(3 561)	0	(3 561)	0	(3 561)
J00152	Division ressources terrestres – Marchés pour assurer les moyens de subsistance	12/06/2012	12/07/2018	(282 563)	0	(282 563)	0	(282 563)	0	(282 563)
J00153	Division géosciences, énergie et services maritimes – Bureau du Directeur	16/10/2013	30/06/2018	(84 340)	0	(84 340)	0	(84 340)	0	(84 340)
J00154	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme géorressources et énergie	22/01/2015	31/03/2019	(124 598)	0	(124 598)	0	(124 598)	0	(124 598)
J00155	Division ressources terrestres – Paysages et forêts durables	03/06/2014	30/06/2019	(19 250)	0	(19 250)	0	(19 250)	0	(19 250)
J00175	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	12/12/2013	12/12/2018	(48 575)	0	(48 575)	0	(48 575)	0	(48 575)
J00220	Durabilité environnementale et changement climatique	10/04/2018	30/09/2023	6 869 106	5 881 064	12 750 170	5 696 726	7 053 444	7 053 444	0

DÉTAIL DES MOUVEMENTS DE FONDS PROJET (DU 01/01/2021 AU 31/12/2021) PAR BAILLEUR, EN EUR

Code	Section	Période couverte (JJ/MM/AAAA)	Titre du projet	Solde au 31/12/2020	Montant reçu des bailleurs	Total disponible	Charges au 31/12/2021	Solde pour le compte des bailleurs	Sommes détenues par les bailleurs
J00235	Division santé publique – Bureau du Directeur	01/01/2020	UE – Développement du Réseau océanien de surveillance de la santé publique	673 678	0	673 678	341 032	332 646	0
J00263	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme géoressources et énergie	01/07/2020	États fédérés de Micronésie – Volet énergies renouvelables et efficacité énergétique du projet EDMA	1 188 148	0	1 188 148	502 631	685 517	0
J00266	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	07/11/2020	Sécurité et durabilité de l'eau potable à Kiribati	1 705 967	0	1 705 967	133 489	1 572 479	0
J00267	Division ressources terrestres – Marchés pour assurer les moyens de subsistance	09/07/2020	Initiative régionale intégrée pour l'alimentation et la sécurité en Océanie (PRISCO19)	1 354 352	0	1 354 352	757 954	596 398	0
J00278	Division ressources terrestres – Marchés pour assurer les moyens de subsistance	20/11/2020	Réponse à la COVID19 en Micronésie (MICCO19)	398 397	156 940	555 337	969 813	(414 477)	(414 477)
J00301	Division ressources terrestres – Marchés pour assurer les moyens de subsistance	23/03/2021	Projet SAFE Pacifique	0	1 843 149	1 843 149	167 103	1 676 046	0
J00308	Division santé publique – Bureau du Directeur	01/06/2020	Appui en matière de santé face à la pandémie de COVID-19 en Océanie	0	2 043 140	2 043 140	1 147 785	895 354	0
J00297	Droits de la personne et développement social	05/01/2021	Projet ACP-UE de renforcement des capacités dans le secteur culturel océanien	0	970 225	970 225	123 959	846 266	0
J00356	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme géoressources et énergie	13/12/2021	Projet d'adoption de solutions de valorisation des déchets dans le Pacifique	0	947 664	947 664	0	947 664	0
Banque mondiale				297 416	1 565 397	1 862 813	2 006 658	(144 045)	(638 373)
J00057	Division statistique pour le développement	15/03/2018	Projet d'amélioration de la diffusion et de l'utilisation des données dans le Pacifique	78 638	0	78 638	78 638	0	0
J00072	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	02/10/2015	Programme pour la résilience du Pacifique – Phase 1 PPCR TFOA1131	27 756	281 161	308 917	390 428	(81 511)	(81 511)
J00137	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	02/10/2015	Banque mondiale – Programme pour la résilience du Pacifique – Phase 1 IDA D074-4P	15 677	715 923	731 600	820 133	(88 532)	(88 532)
J00138	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	23/06/2017	Programme pour la résilience du Pacifique – Phase 2	259 701	368 313	628 014	314 275	313 739	0
J00139	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	17/12/2018	Projet d'évaluation et de financement des risques de catastrophe dans le Pacifique (PCRAFI) – Phase 2	(84 574)	0	(84 574)	383 755	(468 329)	(468 329)
J00196	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	08/03/2019	Projet de résilience hydrique à Kiribati	217	0	217	217	0	0
J00262	Division statistique pour le développement	01/07/2020	Innovation statistique et renforcement des capacités dans les pays insulaires océaniques	0	200 000	200 000	19 411	180 589	0

DÉTAIL DES MOUVEMENTS DE FONDS PROJET (DU 01/01/2021 AU 31/12/2021) PAR BAILLEUR, EN EUR

Code	Section	Période couverte (JJ/MM/AAAA)	Titre du projet	Solde au 31/12/2020	Montant reçu des bailleurs	Total disponible	Charges au 31/12/2021	Solde pour le compte des bailleurs	Sommes dues détenues par les bailleurs
			Tous les organismes des Nations Unies	280 136	2 512 363	2 792 499	3 362 329	(569 830)	29 336
J00030	Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	01/05/2017	UNTF – Projet d'accès à la justice dans les îles Salomon	(1 986)	(2 450)	(4 436)	(4 436)	0	0
J00034	Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	01/01/2018	11 ^e FED – Partenariat pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles dans le Pacifique	325 099	0	325 099	505 578	(180 479)	0
J00077	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés maritimes – Programme océans et services maritimes	01/01/2019	PNUD – Gestion des aquifères côtiers – PEID océaniques	719	0	719	719	0	0
J00136	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	19/12/2018	Projet d'adaptation côtière de Tuvalu	(41 815)	203 628	161 813	272 899	(111 086)	0
J00142	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés maritimes – Programme océans et services maritimes	01/04/2015	PNUD – Programme « De la montagne au récif »	(221 411)	1 461 311	1 239 900	1 269 875	(29 975)	0
J00143	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés maritimes	22/08/2018	Évaluation des eaux souterraines à NKFT/ NMEA (Tuvalu)	61 089	(61 088)	1	1	(0)	0
J00187	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programmation, performance et systèmes	14/05/2019	PNUD-CSS (système d'alerte précoce sur le climat), RESPEC (PDN, P'DaLo)	10 902	0	10 902	10 902	0	0
J00228	Division ressources terrestres – Paysages et forêts durables	01/10/2019	Projet « De la montagne au récif » (Fidji)	(78 449)	417 117	338 667	334 864	3 803	0
J00243	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés maritimes	13/01/2020	PNUD – Projet « De la montagne au récif » (Îles Marshall)	56	0	56	(6)	62	0
J00246	Division ressources terrestres – Marchés pour assurer les moyens de subsistance	30/06/2020	Market for Change (Fidji, Vanuatu, Îles Salomon)	13 225	(14 297)	(1 073)	(1 073)	(0)	(0)
J00274	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés maritimes	21/10/2020	PNUD – Programme d'adaptation côtière	(21 914)	231 876	209 962	258 236	(48 273)	0
J00269	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	29/04/2020	PNUE/GRID – Renforcer les capacités pour mieux affronter les risques	20 504	5 612	26 115	755	25 360	0
J00217	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	15/07/2019	Atelier Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable	(32)	0	(32)	(32)	0	0
J00247	Division statistique pour le développement	01/01/2020	UNFPA – Assistance (collecte et analyse de données)	(63 056)	63 056	0	0	0	0
J00280	Département développement social	10/01/2020	UNFPA – Assistance (collecte et analyse de données)	(7 211)	7 211	0	13 808	(13 808)	0

DÉTAIL DES MOUVEMENTS DE FONDS PROJET (DU 01/01/2021 AU 31/12/2021) PAR BAILLEUR, EN EUR									
Code	Section	Période couverte (JJ/MM/AAAA)	Titre du projet	Solde au 31/12/2020	Montant reçu des bailleurs	Total disponible	Charges au 31/12/2021	Solde pour le compte des bailleurs	Sommes détenues par les bailleurs
J00258	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme géoressources et énergie	29/05/2020	30/09/2020	Programme conjoint PNUE/ONUDI pour l'accueil et la gestion des CTCN	(98)	0	(98)	0	(98)
J00124	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme géoressources et énergie	01/04/2017	01/08/2021	Centre océanien pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (PCREEE)	284 515	(26 882)	257 633	303 945	(46 312)
J00302	Droits de la personne et développement social	25/01/2021	31/12/2022	Initiative Spotlight	0	112 607	112 607	216 173	(103 567)
J00304	Statistique pour le développement	06/04/2021	31/12/2022	UNFPA (Bureau sous-régional du Pacifique)/ CPS – Programme de travail 2021	0	76 976	76 976	142 543	(65 567)
J00340	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme géoressources et énergie	10/08/2021	31/12/2024	Programme ACP-UE en faveur des minéraux du développement – Phase 2 (Fidji)	0	37 688	37 688	37 577	111
Bureau de météorologie				(50 816)	885 495	834 679	517 688	316 992	316 992
J00064	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	01/07/2018	30/06/2023	Programme de soutien climat et océans – Pacifique – Phase 2	(50 816)	885 495	834 679	517 688	316 992
Coopération autrichienne pour le développement (ADC)				0	300 000	300 000	25 967	274 033	274 033
J00343	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme géoressources et énergie	01/01/2021	31/12/2025	PCREEE – Deuxième phase opérationnelle (2021-2025)	0	300 000	300 000	25 967	274 033
Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR)				577 565	1 324 804	1 902 368	1 119 760	782 608	797 807
J00001	Division ressources terrestres – Marchés pour assurer les moyens de subsistance durable	01/09/2015	31/12/2020	Optimisation de la santé des sols des atolls/ ACIAR	5 988	0	5 988	(3 743)	9 731
J00003	Division ressources terrestres – Agriculture durable	28/11/2017	28/02/2022	Gestion des sols en Océanie	32 286	36 694	68 980	84 179	(15 199)
J00006	Division ressources terrestres – Ressources génétiques	29/03/2016	30/04/2021	Systèmes de gestion de la production fruitière et de gestion post-récoltes	324	0	324	324	0
J00009	Division ressources terrestres – Paysages et forêts durables	29/03/2016	31/03/2021	Systèmes d'agroforesterie	14 728	0	14 728	7 376	7 352
J00011	Division ressources terrestres – Paysages et forêts durables	29/03/2016	31/05/2021	Domestication et culture du bois de santal	7 254	2 619	9 874	9 262	612
J00012	Division ressources terrestres – Paysages et forêts durables	01/07/2016	31/12/2022	Débouchés commerciaux pour le cacao	67 622	56 465	124 088	67 678	56 409
J00013	Division ressources terrestres – Paysages et forêts durables	01/01/2018	30/09/2022	Paysages climato-intelligents	5 714	22 436	28 150	1 273	26 877
J00018	Division ressources terrestres – Agriculture durable	10/05/2017	31/03/2022	Intégration des systèmes de gestion des cultures protégées	56 194	63 544	119 738	39 319	80 418

DÉTAIL DES MOUVEMENTS DE FONDS PROJET (DU 01/01/2021 AU 31/12/2021) PAR BAILLEUR, EN EUR

Code	Section	Période couverte (JJ/MM/AAAA)	Titre du projet	Solde au 31/12/2020	Montant reçu des bailleurs	Total disponible	Charges au 31/12/2021	Solde pour le compte des bailleurs	Sommes dues détenues par les bailleurs	
J00019	Division ressources terrestres – Agriculture durable	26/06/2018	30/04/2023	Lutte contre les menaces émergentes (maladies/ ravageurs) pour l'horticulture insulaire océanienne	53 319	309 189	362 508	198 195	164 313	0
J00173	Division ressources terrestres – Direction	01/08/2012	31/12/2019	Comprendre les réponses biologiques du taro et du manioc	5 490	(5 490)	0	0	0	0
J00182	Division ressources terrestres – Ressources génétiques	29/03/2016	31/12/2024	Financement à long terme pour la culture ex-situ d'aracées et d'ignames	27 363	50 701	78 064	69 385	8 678	0
J00205	Division ressources terrestres – Ressources génétiques	28/05/2019	31/12/2024	Sauvegarde de la diversité génétique du cocotier et réintroduction	46 891	312 694	359 586	220 354	139 231	0
J00206	Division ressources terrestres – Marchés pour assurer les moyens de subsistance	11/06/2019	30/06/2021	Priorités stratégiques des partenariats public-privé	8 286	0	8 286	8 286	0	0
J00214	Division statistique pour le développement	01/08/2019	31/12/2022	Améliorer la nutrition au moyen de l'agriculture et des pêches	140 946	94 733	235 679	91 650	144 029	0
J00223	Division ressources terrestres – Direction	01/01/2018	30/06/2022	Division ressources terrestres/ACIAR – Fonds programmes 2018-2020	54 409	149 019	203 428	137 189	66 239	0
J00084	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Bureau du Directeur	01/06/2017	01/06/2019	Programme de renforcement des capacités financé par l'ACIAR	18 209	0	18 209	0	18 209	0
J00086	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Bureau du Directeur	01/01/2018	31/12/2021	Partenariat stratégique avec l'ACIAR – Division ressources terrestres et Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	34 281	121 925	156 205	136 151	20 055	0
J00300	Division ressources terrestres – Paysages et forêts durables	18/02/2021	31/01/2026	Filière cocotier et autres ressources forestières non traditionnelles	0	110 274	110 274	54 621	55 653	0
				DT Global Australia Pty Ltd	9 486	42 215	51 701	56 357	(4 656)	6 750
J00244	Division ressources terrestres – Agriculture durable	20/12/2019	30/06/2021	Soutien initial au projet « Food Futures » à Tuvalu	7 150	0	7 150	731	6 419	0
J00253	Division ressources terrestres – Agriculture durable	01/04/2020	30/04/2022	Préparation en santé animale (peste porcine africaine)	2 336	0	2 336	13 742	(11 406)	0
J00288	Division ressources terrestres – Agriculture durable	05/01/2021	31/10/2021	Soutien au projet « Food Futures » du DFAT à Tuvalu	0	42 215	42 215	41 884	331	0
				Agence des pêches du Forum des Îles du Pacifique (FFA)	(491 187)	1 426 025	934 839	970 158	(35 319)	127 662
J00096	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Gestion des pêches côtières	01/01/2017	31/08/2020	FFA – Programme régional Pacific Oceanscape (PROP) – Travaux sur les ressources en holothuries pour le compte de la FFA et de la Banque mondiale	0	0	0	0	0	0
J00106	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Programme pêche hauturière	01/01/2015	05/06/2021	Application des conventions relatives à la pêche dans les PEID/Projet océanien de gestion de la pêche hauturière-II	(123 138)	284 053	160 915	160 915	(0)	(0)

DÉTAIL DES MOUVEMENTS DE FONDS PROJET (DU 01/01/2021 AU 31/12/2021) PAR BAILLEUR, EN EUR										
Code	Section	Période couverte (JJ/MM/AAAA)	Titre du projet	Solde au 31/12/2020	Montant reçu des bailleurs	Total disponible	Charges au 31/12/2021	Solde pour le compte des bailleurs	Sommes détenues par les bailleurs	Sommes dures pour le compte des bailleurs
J00110	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Pêche hauturière – Suivi et analyse des pêcheries et de l'écosystème	01/07/2016	30/06/2022 FFA – Services d'observation régionale – Recouvrement des coûts	(373 762)	540 134	166 372	279 710	(113 337)	0	(113 337)
J00111	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Programme pêche hauturière	27/06/2017	28/02/2022 FFA/MFAT – Amélioration de la politique et de la gestion de la pêche thonière à la palangre dans le Pacifique Sud (accord TK)	(49 316)	420 851	371 535	421 179	(49 643)	0	(49 643)
J00119	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Pêche hauturière – Gestion des données	01/07/2018	30/06/2023 FFA – Documentation des captures et dispositif de conformité	54 716	180 987	235 703	108 354	127 349	127 349	0
J00225	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Pêche hauturière – Gestion des données	18/10/2019	13/12/2019 Ateliers PIRFO (novembre 2019)	313	0	313	0	313	313	0
J00010	Division ressources terrestres – Paysages et forêts durables	29/03/2016	30/09/2019 Royal Botanic Gardens, KEW Garfield Weston – Banque mondiale de semences arboricoles	16 456	0	16 456	0	16 456	16 456	0
J00026	Durabilité environnementale et changement climatique	04/07/2018	31/12/2019 Agence française de développement (AFD) Verdissement de la fiscalité Polynésienne française	2 609 703 (13 388)	1 420 154 13 388	4 029 857	1 912 792	2 117 065	2 177 362	(60 297)
J00027	Durabilité environnementale et changement climatique	16/10/2018	16/10/2020 AFD – Durabilité environnementale et changement climatique – 2019-2021	93 233	(93 233)	0	0	0	0	0
J00270	Durabilité environnementale et changement climatique	18/11/2020	31/03/2024 Initiative KIWA – Appui technique à l'élaboration de projets	(889)	500 000	499 111	161 743	337 368	337 368	0
J00044	Division santé publique – Programme surveillance, préparation et réponse	01/01/2018	30/06/2022 Réseau océanien de surveillance de la santé publique (ROSSP)	2 530 745	1 000 000	3 530 745	1 690 752	1 839 994	1 839 994	0
J00317	Division ressources terrestres – Marchés pour assurer les moyens de subsistance	28/05/2021	28/05/2025 Réseau océanien de fermes pédagogiques biologiques (KIWA)	0	0	0	60 297	(60 297)	0	(60 297)
J00014	Division ressources terrestres – Paysages et forêts durables	04/10/2018	31/03/2020 Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) PROE – Mise en place du reboisement et de l'agroforesterie	(388)	0	(388)	0	(388)	0	(388)
J00309	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	20/09/2021	30/06/2025 Banque asiatique de développement (BASD) BASD – Projet PacREF	0	103 521	103 521	29	103 492	103 492	0
J00174	Division ressources terrestres – Paysages et forêts durables	01/06/2015	10/03/2019 Département de la gestion de projets – APFNet Projet APFNet/CPS/Fidji/Tonga/Niue	6 303	(6 303)	0	0	0	0	0

DÉTAIL DES MOUVEMENTS DE FONDS PROJET (DU 01/01/2021 AU 31/12/2021) PAR BAILLEUR, EN EUR										
Code	Section	Période couverte (JJ/MM/AAAA)	Titre du projet	Solde au 31/12/2020	Montant reçu des bailleurs	Total disponible	Charges au 31/12/2021	Solde pour le compte des bailleurs	Sommes détenues par les bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
J00083	Division santé publique – Bureau du Directeur	01/01/2015	31/12/2018	Système mondial d'information sur la biodiversité	34 650	0	34 650	0	34 650	0
				Fonds mondial – Fonds pour la région du Pacifique occidental	34 650	0	34 650	0	34 650	0
J00181	Division santé publique – Programme surveillance, préparation et réponse	01/01/2018	31/12/2021	Centres de lutte contre la maladie des États-Unis d'Amérique (CDC)	43 899	0	43 899	25 501	18 398	0
				Fonds projet CDC – 2016-2021	43 899	0	43 899	25 501	18 398	0
J00178	Division ressources terrestres – Agriculture durable	01/11/2016	31/07/2019	Southeast Asian Regional Center for Graduate Study and Research in Agriculture (SEARCA)	(15 033)	0	(15 033)	0	(15 033)	(15 033)
				Soutenir les petits producteurs grâce à des services renforcés de conseil agricole	(15 033)	0	(15 033)	0	(15 033)	(15 033)
J00216	Division statistique pour le développement	01/05/2019	31/01/2021	Institut de la statistique de Nouvelle-Zélande	7 448	(7 448)	0	0	0	0
				Bureau néo-zélandais de la statistique – Présentation annuelle des produits et données	7 448	(7 448)	0	0	0	0
J00201	Directeur général adjoint (Nouméa)	01/03/2019	30/04/2022	Fonds Pacifique – Année 2019	212 063	214 938	427 001	191 481	235 520	0
J00259	Directeur général adjoint (Nouméa)	01/08/2020	31/12/2022	Fonds Pacifique – Année 2020	36 886	(23 062)	13 824	9 291	4 533	0
J00313	Directeur général adjoint (opérations et intégration)	16/04/2021	31/03/2025	Fonds Pacifique – Année 2021	175 177	0	175 177	147 190	27 987	0
J00341	Division ressources terrestres – Bureau du Directeur	01/01/2019	31/12/2019	États fédérés de Micronésie	182 594	51 011	233 605	16 623	216 982	(12 845)
				CPS/Micronésie – Fonds contrepartie	182 594	51 011	233 605	3 778	229 827	0
				États fédérés de Micronésie – PCD RD21-0019 – Suivi des DCP	0	0	0	12 845	(12 845)	(12 845)
J00164	Durabilité environnementale et changement climatique	31/03/2016	31/12/2018	Fonds vert pour le climat (FVC)	229 193	945 916	1 175 109	271 941	903 168	0
				FVC – Appui à la planification et aux activités préparatoires	0	0	0	0	0	0
J00204	Durabilité environnementale et changement climatique	15/06/2019	27/06/2022	FVC/États fédérés de Micronésie – Appui à la planification et aux activités préparatoires – Phase 2	229 193	253 294	482 487	271 941	210 546	0

DÉTAIL DES MOUVEMENTS DE FONDS PROJET (DU 01/01/2021 AU 31/12/2021) PAR BAILLEUR, EN EUR										
Code	Section	Période couverte (JJ/MM/AAAA)	Titre du projet	Solde au 31/12/2020	Montant reçu des bailleurs	Total disponible	Charges au 31/12/2021	Solde pour le compte des bailleurs	Sommes détenues par les bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
J00351	Durabilité environnementale et changement climatique	20/10/2021	20/04/2028	Programme EDA FVC/États fédérés de Micronésie – Activités	0	653 909	653 909	0	653 909	653 909
J00357	Durabilité environnementale et changement climatique	20/10/2021	20/04/2028	Programme EDA FVC/États fédérés de Micronésie – Part versée aux entités accréditées	0	38 713	38 713	0	38 713	38 713
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)				158 151	165 648	323 799	199 480	124 319	131 074	(6 755)
J00007	Division ressources terrestres – Ressources génétiques	17/12/2018	17/09/2022	Utilisation de biotechnologies modernes pour assurer la sécurité alimentaire dans les pays océaniques	41 408	83 316	124 725	56 315	68 410	68 410
J00090	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Aquaculture côtière	01/01/2018	31/12/2019	FAO – Association micronésienne en faveur d'une aquaculture durable – Cyclone Pam	43 269	(43 269)	0	0	0	0
J00091	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Aquaculture côtière	13/11/2017	31/03/2019	SPP1790 – Coopération technique	(10 778)	10 778	0	0	0	0
J00163	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Développement de la pêche	01/03/2018	31/07/2019	FAO – Soutien à la pêche à petite échelle en Océanie	(14 530)	14 530	0	0	0	0
J00289	Division ressources terrestres – Ressources génétiques	14/12/2020	14/12/2023	Sauvegarde des variétés menacées de cocotier	26 728	21 556	48 284	0	48 284	48 284
J00257	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Aquaculture côtière	08/04/2020	31/10/2021	Étude technique sur la corrélation entre le changement climatique	29 983	42 962	72 945	63 324	9 622	9 622
J00171	Division ressources terrestres – Paysages et forêts durables	01/01/2018	31/12/2018	Projet d'action contre la désertification	42 070	(37 312)	4 758	0	4 758	4 758
J00311	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	24/05/2021	31/05/2022	Renforcement de la sécurité hydrique et alimentaire et de la résilience face au changement climatique dans les pays insulaires volcaniques	0	56 938	56 938	63 027	(6 089)	0
J00329	Division statistique pour le développement	20/07/2021	30/04/2022	Services de données permettant d'accélérer la transformation agricole et le développement rural durable	0	16 149	16 149	16 815	(666)	0
Banque allemande de développement (KfW)				(62 259)	0	(62 259)	(62 259)	0	0	0
J00190	Direction opérations et gestion – Bureau régional pour la Mélanésie	01/03/2015	31/12/2018	KfW – Cyclone Pam	(62 259)	0	(62 259)	0	0	0
Administration nationale des océans et de l'atmosphère des États-Unis (NOAA)				0	13 323	13 323	129 815	(116 493)	0	(116 493)
J00323	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	01/07/2021	30/09/2023	Appui au renforcement des capacités et à la formation – CPS	0	13 323	13 323	129 815	0	(116 493)
Agence allemande de coopération internationale (GIZ)				93 119	504 431	597 550	511 491	86 059	86 059	(0)
J00127	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme géoressources et énergie	01/07/2016	31/08/2020	ASCEPDD7- Investissements dans les énergies renouvelables dans les États fédérés de Micronésie	6 664	(6 664)	(0)	(0)	0	(0)

DÉTAIL DES MOUVEMENTS DE FONDS PROJET (DU 01/01/2021 AU 31/12/2021) PAR BAILLEUR, EN EUR

Code	Section	Période couverte (JJ/MM/AAAA)	Titre du projet	Solde au 31/12/2020	Montant reçu des bailleurs	Total disponible	Charges au 31/12/2021	Solde pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
J00129	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme géoressources et énergie	01/07/2016	30/09/2019	Systèmes solaires hybrides dans les pensionnats – Kiribati	(73 623)	73 840	217	0	0
J00130	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme géoressources et énergie	20/12/2016	30/04/2020	Adaptation au changement climatique et énergie durable – Projet PILLAR Énergies renouvelables – Programme éducatif	(1 139)	0	(1 139)	(0)	(0)
J00133	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programmation, performance et systèmes	01/01/2019	31/12/2019	Géoinformatique générale et SIG	(1 112)	0	(1 112)	0	0
J00169	Section TIC			CPS/GIZ – Partage frais de personnel	2 014	0	2 014	2 014	0
J00229	Durabilité environnementale et changement climatique	01/05/2019	30/09/2020	Mise en place de la Plateforme des CDN – Fidji	22 962	(22 962)	0	0	0
J00268	Durabilité environnementale et changement climatique	01/10/2020	30/06/2022	Mise en place de la Plateforme des CDN – Fidji – Phase 2	97 937	360 000	457 937	416 149	41 788
J00147	Direction opérations et gestion – Bureau régional pour la Micronésie	01/01/2019	31/12/2019	GIZ – Changement climatique	42 256	0	42 256	42 256	0
J00195	Division ressources terrestres – Paysages et forêts durables	27/05/2019	15/08/2019	Actions REDD+ de conservation des forêts dans les pays océaniques	(2 841)	0	(2 841)	(2 841)	(0)
J00299	Division ressources terrestres – Paysages et forêts durables	15/02/2021	31/03/2021	REDD+ – Conservation des forêts en Océanie – II	0	100 217	100 217	100 217	0
J00202	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Développement de la pêche	01/01/2014	30/06/2022	Institut néo-zélandais de recherche sur l'eau et l'atmosphère (NIWA)	98 066	3 244	101 310	0	101 310
J00203	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	01/09/2016	30/06/2019	NIWA (Institut néo-zélandais de recherche sur l'eau et l'atmosphère)	(2 657)	3 244	586	0	586
J00227	Division ressources terrestres – Agriculture durable	13/11/2019	31/01/2021	CORP/Petits États insulaires 2019-2020	55 106	363 680	418 786	7 425	411 362
J00261	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	16/03/2020	30/11/2021	FIP – Programme conjoint de détachement CORP/petits États insulaires	9 482	0	9 482	1 962	7 520
J00339	Division ressources terrestres – Marchés pour assurer les moyens de subsistance	22/07/2021	21/07/2022	Renforcement des capacités des acteurs non étatiques en vue de l'élaboration de politiques agricoles durables	0	76 000	76 000	5 442	70 558

DÉTAIL DES MOUVEMENTS DE FONDS PROJET (DU 01/01/2021 AU 31/12/2021) PAR BAILLEUR, EN EUR											
Code	Section	Période couverte (JJ/MM/AAAA)	Titre du projet	Solde au 31/12/2020	Montant reçu des bailleurs	Total disponible	Charges au 31/12/2021	Solde pour le compte des bailleurs	Somme détenue par les bailleurs	Somme dûe par les bailleurs	
J00353	Division santé publique – Bureau du Directeur	13/12/2021	13/05/2022	Certificat COVID-19 et déplacements internationaux – Phase I	0	287 680	287 680	20	287 660	287 660	0
					1 112 298	2 471 964	994 621	1 477 343	1 477 343	0	
J0029	Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	01/07/2018	31/12/2021	Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA) – fonds programme	1 112 298	0	1 112 298	994 621	117 677	117 677	0
J00352	Droits de la personne et développement social	01/01/2022	31/12/2024	Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA) – fonds programme	0	1 359 666	1 359 666	0	1 359 666	1 359 666	0
					(325)	49 901	67 673	(17 772)	0	(17 772)	
J00285	Direction opérations et gestion – Bureau régional pour la Mélanésie	09/10/2020	28/02/2022	Améliorer les perspectives d'emploi pour les jeunes	(325)	50 227	49 901	67 673	(17 772)	0	(17 772)
J00252	Division ressources terrestres – Agriculture durable	08/04/2020	31/12/2024	Landcare Research New Zealand Ltd MFAT – Des semences pour la vie	375 797	0	375 797	289 478	86 319	86 319	0
J00350	Division ressources terrestres – Ressources génétiques	23/10/2021	30/06/2022	Palladium International Pty Ltd Validation d'une méthode de sélection du taro	0	20 374	20 374	2 035	18 339	18 339	0
J00307	Droits de la personne et développement social	10/05/2021	28/01/2022	Secrétariat général du Commonwealth (Londres) Programme pilote de réponse rapide à la COVID-19 (Fidji, Samoa, Tuvalu)	0	23 178	23 178	0	23 178	23 178	0
J00271	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Pêche hauturière – Suivi et évaluation des pêcheries et de l'écosystème	09/09/2020	31/12/2025	Ministère des Armées (France) Micropac – WARMALIS2020	50 000	0	50 000	39 598	10 402	10 402	0
J00332	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	28/09/2021	30/11/2025	Ministère de l'Éducation (Tuvalu) Projet TULEP	0	14 704	14 704	29 901	(15 197)	0	(15 197)

DÉTAIL DES MOUVEMENTS DE FONDS PROJET (DU 01/01/2021 AU 31/12/2021) PAR BAILLEUR, EN EUR

Code	Section	Période couverte (JJ/MM/AAAA)	Titre du projet	Solde au 31/12/2020	Montant reçu des bailleurs	Total disponible	Charges au 31/12/2021	Solde pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
J00250	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Pêche hauturière – Section évaluation et modélisation des stocks	31/03/2020	The Nature Conservancy Plan de recherche pour une étude de faisabilité (récupération des DCP)	34 191	0	34 191	34 191	0	0
J00327	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	19/05/2021	Service national des pêches (Papouasie- Nouvelle-Guinée) Délimitation des eaux intérieures de Bougainville (Papouasie-Nouvelle-Guinée)	0	159 430	159 430	789	158 641	158 641
J00281	Division statistique pour le développement	25/11/2020	Vital Strategies Mise en place de certificats médicaux régionaux de cause de décès	40 426	28 838	69 264	69 264	0	0
J00275	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	22/10/2020	Fonds international de développement agricole (FIDA) FIDA – Projet en faveur de l'alimentation et de l'eau dans les petits États insulaires (SIFMaP)	27 308	(116)	27 192	27 192	0	0
J00078	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	01/08/2018	Fondation internationale pour les aides à la navigation (IFAN) IFAN – Sécurité de la navigation dans le Pacifique – Phase 2	112 410	244 143	356 553	312 668	43 885	43 885
J00342	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	01/08/2021	Projet pour la sécurité de la navigation dans le Pacifique – Phase III	0	145 807	145 807	101 922	43 885	43 885
J00066	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	01/01/2019	Organisation maritime internationale (OMI) Programme intégré de coopération technique (PICT)	10 204	282 476	292 680	249 849	42 831	42 831
J00132	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	01/04/2016	Centre de coopération de technologie maritime pour le Pacifique (MTCC-Pacifique)	(19 414)	192 000	172 586	166 519	6 067	6 067

DÉTAIL DES MOUVEMENTS DE FONDS PROJET (DU 01/01/2021 AU 31/12/2021) PAR BAILLEUR, EN EUR										
Code	Section	Période couverte (JJ/MM/AAAA)	Titre du projet	Solde au 31/12/2020	Montant reçu des bailleurs	Total disponible	Charges au 31/12/2021	Solde pour le compte des bailleurs	Somme des détenues par les bailleurs	Somme des baillleurs
J00349	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Pêche hauturière – Suivi et évaluation des pêcheries et de l'écosystème	22/09/2020	Centre du commerce international (CCI)	0	18 784	18 784	30	18 753	18 753	0
			Soutien aux politiques nationales et régionales inclusives et favorables aux activités commerciales et renforcement des capacités de production et des chaînes de valeur	0	18 784	18 784	30	18 753	18 753	0
J00104	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Programme pêche hauturière	01/01/2014	International Seafood Sustainability Foundation (ISSF)	125 257	17 213	142 470	125 287	17 183	17 183	(0)
			ISSF – Projet de suivi électronique (2014-2016)	124 368	889	125 257	125 257	(0)	0	(0)
J00212	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Pêche hauturière – Gestion des données	01/08/2019	ISSF – Atelier/Réunion de planification sur le suivi électronique (octobre 2019)	889	(889)	0	0	(0)	0	(0)
J00292	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Pêche hauturière – Section évaluation et modélisation des stocks	01/12/2020	ISSF – Impact des DCP sur les tortues	0	17 213	17 213	30	17 183	17 183	0
J00098	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Gestion des pêches côtières	01/01/2018	Université de Wollongong	53 003	5 836	58 839	58 839	0	0	0
			Projet de passerelle d'accès à l'UoW (fonds ACIAR)	53 003	5 836	58 839	58 839	0	0	0
J00344	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	01/09/2021	The Ocean Foundation	0	74 270	74 270	0	74 270	74 270	0
			Plateforme régionale de formation sur l'acidification de l'océan	0	74 270	74 270	0	74 270	74 270	0
J00305	Droits de la personne et développement social	28/09/2020	Ambassade des États-Unis	0	0	0	24 544	(24 544)	0	(24 544)
			Initiative pour une bonne gouvernance dans le Pacifique bleu	0	0	0	24 544	(24 544)	0	(24 544)
J00273	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Pêche hauturière – Suivi et évaluation des pêcheries et de l'écosystème	29/09/2020	Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie	0	8 380	8 380	8 380	0	0	0
			Notification et observation électroniques (Nouvelle-Calédonie)	0	8 380	8 380	8 380	0	0	0
J00325	Division ressources terrestres – Agriculture durable	01/04/2021	Université de Nouvelle-Angleterre	0	8 278	8 278	7 666	612	612	0
			Dispositif de soutien à la recherche pour les jeunes diplômés	0	8 278	8 278	7 666	612	612	0
J00287	Division ressources terrestres – Marchés pour assurer les moyens de subsistance	09/12/2020	Projet visant à améliorer la production et l'approvisionnement en petits ruminants	0	9 982	9 982	3 272	6 710	6 710	0

DÉTAIL DES MOUVEMENTS DE FONDS PROJET (DU 01/01/2021 AU 31/12/2021) PAR BAILLEUR, EN EUR

Code	Section	Période couverte (JJ/MM/AAAA)	Titre du projet	Solde au 31/12/2020	Montant reçu des bailleurs	Total disponible	Charges au 31/12/2021	Solde pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
J00282	Division ressources terrestres – Agriculture durable	24/11/2020	31/12/2021 Université de Melbourne Agriculture de conservation et intensification durable	0	10 971	10 971	10 795	176	176
J00069	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme géoressources et énergie	14/05/2018	31/12/2021 Pew Charitable Trusts Fondation Pew – Domaines d'activités du PPH	5 608	0	5 608	0	5 608	5 608
J00210	Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	16/07/2018	31/03/2020 Haut-commissariat du Royaume-Uni Projet en faveur de l'égalité dans les pays océaniques du Commonwealth	(543)	308 929	308 385	3 573	304 812	304 812
J00337	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	30/07/2021	31/07/2022 Caractérisation des habitats benthiques – Projet océanien sur l'extension du plateau continental	0	308 929	308 929	4 171	304 758	304 758
J00065	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés	29/01/2015	28/09/2020 Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) Projet de renforcement institutionnel dans les pays insulaires du Pacifique pour l'adaptation au changement climatique	(370 954)	329 273	(41 682)	27 017	(68 699)	0
J00272	Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	29/06/2020	30/06/2022 USAID – Projet de gouvernance dans le Pacifique Nord	(22 876)	86 290	63 414	115 112	(51 698)	0
J00330	Droits de la personne et développement social	03/05/2021	02/05/2026 PROJECT Governance	0	581 342	581 342	141 928	439 414	439 414
J00335	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Aquaculture côtière	30/09/2021	29/09/2026 Projet de conformité et de gestion des pêcheries côtières dans le Pacifique (PCFMC)	0	0	0	1 323	(1 323)	0
J00101	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Programme pêche hauturière	01/01/2018	31/12/2022 WCPFC – Facturation des services fournis	2 208 372	2 859 332	5 067 704	3 215 560	1 852 144	1 930 146
J00102	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Pêche hauturière – Gestion des données	01/01/2018	31/12/2022 Gestion des données du programme régional d'observation (PRO) de la WCPFC	261 506	779 462	1 040 968	809 732	231 236	231 236
J00107	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Programme pêche hauturière	01/01/2018	31/12/2021 Clôture – projet de facturation des services fournis	23 644	0	23 644	23 644	0	0
J00114	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Pêche hauturière – Suivi et évaluation des pêcheries et de l'écosystème	01/01/2018	31/12/2022 Programme océanien de marquage des thons	79 655	766 707	846 362	776 501	69 861	69 861

DÉTAIL DES MOUVEMENTS DE FONDS PROJET (DU 01/01/2021 AU 31/12/2021) PAR BAILLEUR, EN EUR											
Code	Section	Période couverte (JJ/MM/AAAA)	Titre du projet	Solde au 31/12/2020	Montant reçu des bailleurs	Total disponible	Charges au 31/12/2021	Solde pour le compte des bailleurs	Sommes détenues par les bailleurs	Sommes dues par les bailleurs	
J00115	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Pêche hauturière – Suivi et évaluation des pêcheries et de l'écosystème	01/01/2018	31/12/2022	Projet 35b Centre de ressources biologiques du thon	(31 662)	83 478	51 816	61 456	(9 641)	0	(9 641)
J00118	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Pêche hauturière – Gestion des données	01/01/2018	31/03/2023	Appui au projet de gestion des ressources halieutiques hauturières – Amélioration du suivi de la pêche thonière	136 106	141 209	277 315	192 309	85 006	85 006	0
J00222	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Pêche hauturière – Gestion des données	01/01/2019	31/12/2022	WCPFC – Amélioration des données relatives au poids et à la longueur des poissons	74 717	16 772	91 489	42 295	49 194	49 194	0
J00248	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Pêche hauturière – Suivi et évaluation des pêcheries et de l'écosystème	01/03/2020	31/12/2022	Améliorer la base de données sur la composition des prises des senneurs	29 694	32 736	62 430	31 859	30 572	30 572	0
J00254	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Pêche hauturière – Section évaluation et modélisation des stocks	01/04/2020	30/09/2021	WCPFC – Projet 88 – Données acoustiques recueillies sur DCP (financement WCPFC)	26 693	13 296	39 989	39 989	0	0	0
J00256	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Pêche hauturière – Section évaluation et modélisation des stocks	01/03/2020	31/08/2021	WCPFC – Projet 88 – Données acoustiques recueillies sur DCP (financement UE)	29 791	0	29 791	83 791	(54 000)	0	(54 000)
J00294	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Pêche hauturière – Section évaluation et modélisation des stocks	01/02/2021	31/12/2021	PRL approprié pour le marlin rayé dans le PSO	0	22 772	22 772	26 315	(3 543)	0	(3 543)
J00295	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Pêche hauturière – Section évaluation et modélisation des stocks	01/03/2021	31/08/2022	Évaluation des stocks de peaux bleues dans le PSO	0	12 651	12 651	17 079	(4 428)	0	(4 428)
J00296	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Pêche hauturière – Section évaluation et modélisation des stocks	01/02/2021	31/12/2022	Formation des observateurs à l'échantillonnage biologique des élasmobranches	0	16 868	16 868	0	16 868	16 868	0
J00347	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Pêche hauturière – Gestion des données	15/10/2021	31/12/2022	Groupe de travail intersections sur le transbordement - évaluation des activités de transbordement	0	34 532	34 532	40 923	(6 390)	0	(6 390)
J00219	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	01/07/2019	31/03/2021	Organisation météorologique mondiale	12 990	225 142	238 133	227 622	10 512	10 512	0
J00081	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	01/01/2019	28/02/2022	Système de prévision de l'impact des inondations côtières FI-CIFDP	16 506	0	16 506	12 450	4 057	4 057	0
J00038	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	01/01/2019	– en cours	Prévision de l'impact des inondations côtières : TV & KI	(3 516)	225 142	221 627	215 172	6 454	6 454	0
J00040	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	01/01/2019	– en cours	Divers bailleurs	2 994 518	1 364 133	4 358 651	955 972	3 402 679	3 410 631	(7 951)
				SPFSC et examen national de fin d'études secondaires	102 992	641 377	744 368	201 760	542 608	542 608	0
				Autres projets - facturation des services fournis	43 932	1 939	45 871	37 017	8 854	8 854	0

DÉTAIL DES MOUVEMENTS DE FONDS PROJET (DU 01/01/2021 AU 31/12/2021) PAR BAILLEUR, EN EUR

Code	Section	Période couverte (JJ/MM/AAAA)	Titre du projet	Solde au 31/12/2020	Montant reçu des bailleurs	Total disponible	Charges au 31/12/2021	Solde pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
J00063	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	01/01/2019	Commission des pêches du Pacifique central (CPSC)	(33 123)	0	(33 123)	(25 172)	(7 951)	(7 951)
J00068	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme géorressources et énergie	01/01/2018	Activités – Projet de levés géologiques et ressources terrestres	279 941	0	279 941	167 992	111 949	0
J00071	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme résilience aux catastrophes et résilience des communautés maritimes	02/10/2017	Alliance océanique pour la gestion des situations d'urgence (PIEMA)	374 916	647 107	1 022 023	324 717	697 306	0
J00131	Division géosciences, énergie et services maritimes – Programme océans et services maritimes	01/01/2019	Conférence maritime océanique (PIMC)	(8 179)	0	(8 179)	(8 179)	0	0
J00145	Division ressources terrestres – Marchés pour assurer les moyens de subsistance	30/11/2018	Compte général POETCom	2 388	0	2 388	(10 495)	12 882	0
J00156	Bureau du Directeur général	01/01/2019	Comité consultatif de gestion, Comité d'audit et des risques	57 433	0	57 433	0	57 433	0
J00157	Bureau du Directeur général	01/01/2019	Partenariat océanien contre les MNT – PIED	15 837	0	15 837	0	15 837	0
J00158	Bureau du Directeur général	01/01/2019	Papouasie-Nouvelle-Guinée – Fonds petits États insulaires (PEI)	75 827	0	75 827	0	75 827	0
J00160	Bureau du Directeur général	01/01/2019	CPS – Programme mettant à l'honneur les leaders de demain	5 779	0	5 779	0	5 779	0
J00161	Bureau du Directeur général – Communication	01/01/2019	Vidéo/télévision/Pacific Way	(1 153)	3 271	2 118	(0)	2 118	0
J00162	Directeur général adjoint (Suva)	01/01/2019	Cellule d'engagement stratégique 2016-2020	24 661	0	24 661	0	24 661	0
J00167	Directeur général adjoint (Nouméa)	01/01/2019	Projets transversaux – Direction opérations et gestion	577 920	0	577 920	87 752	490 168	0
J00168	Directeur général adjoint (Nouméa)	01/01/2019	Fonds pour l'innovation de la CPS	829 804	0	829 804	10 446	819 357	0
J00170	Division ressources terrestres – Bureau du Directeur	01/01/2019	Compte consolidé – Division ressources terrestres	190 252	(18 206)	172 046	31 527	140 518	0
J00179	Division ressources terrestres – Bureau du Directeur	01/01/2019	SPPI791 – Effets du changement climatique sur les maladies et les nuisibles menaçant les cultures alimentaires NC/WF	24 393	0	24 393	7 948	16 446	0
J00180	Division géosciences, énergie et services maritimes – Bureau du Directeur	01/01/2019	Projets – Division géosciences, services maritimes et énergie	217 305	0	217 305	0	217 305	0
J00191	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Programme pêche côtière – Général	31/12/2021	Projet terminé (pêche côtière) – Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	130 474	(25 535)	104 939	89 496	15 443	0
J00211	Direction opérations et gestion – Service des finances	31/12/2020	Finances – Examen des systèmes, politiques et procédures	95 255	0	95 255	(9 708)	104 963	0
J00283	Interne – TIC	01/10/2020	Plateforme de données océaniques – Lettre d'accord avec des intervenants externes	(20 010)	23 056	3 046	20	3 026	0

DÉTAIL DES MOUVEMENTS DE FONDS PROJET (DU 01/01/2021 AU 31/12/2021) PAR BAILLEUR, EN EUR										
Code	Section	Période couverte (JJ/MM/AAAA)	Titre du projet	Solde au 31/12/2020	Montant reçu des bailleurs	Total disponible	Charges au 31/12/2021	Solde pour le compte des bailleurs	Sommes	
									détenues par les bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
J00276	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins – Programme pêche côtière – Général	13/11/2020	30/06/2022	MNHN - Réalisation d'un « E-NDF » sur les holothuries	0	5 000	5 000	0	5 000	0
J00290	Division ressources terrestres – Ressources génétiques	01/01/2020	31/12/2023	CePaCT – Facturation des services fournis	1 898	0	1 898	(1 154)	3 051	0
J00293	Département développement social – Épanouissement de la jeunesse	31/12/2020	31/12/2021	Département développement social – Facturation des services fournis	5 978	0	5 978	5 978	0	0
J00298	Division santé publique – Bureau du Directeur	24/08/2020	31/08/2021	Renforcement des capacités, gestion USAID – Fidji/Kiribati/Nauru	0	86 125	86 125	46 026	40 099	0
				Réévaluation des projets (ouverture)	(7 648)	0	0	0	0	0
				Réévaluation des projets (changements)	0	7 648	0	0	0	0
				Réévaluation des projets (clôture)	0	0	0	0	0	0
				TOTAL GÉNÉRAL	44 440 235	68 088 758	112 528 993	49 774 528	62 754 465	(3 538 565)

Note 17

Fonds spéciaux (en EUR)

	31/12/2021	31/12/2020
Économat	629 730	641 580
Coûts des biens vendus		
	Stock en début d'exercice	429 855
Achats	Plus :	412 647
Coûts des biens à la vente		842 502
Moins :	Stock en fin d'exercice	434 926
Coûts des biens vendus		407 576
Marge brute	222 154	213 088
Marge brute (en %)	35 %	33 %
Moins : Charges		
	Coûts de personnel	118 574
	Autres dépenses de fonctionnement	39 498
Total charges	158 072	156 788
Excédent net	64 082	56 300
Stocks nets détenus en fin d'exercice		
	Total stocks en fin d'exercice	434 926
	Moins : Provisions pour obsolescence	12 651
	Stocks nets détenus en fin d'exercice	403 637
	31/12/2021	31/12/2020
Logements		
Revenus locatifs	2 141 806	2 071 951
Autres produits	2 000	10 978
Total produits	2 143 806	2 082 929
Moins : Charges		
	Coûts de personnel	242 869
	Dépenses de fonctionnement et autres dépenses	1 047 959
	Amortissements	492 587
	Charges financières	53 787
Total charges	1 837 202	1 748 830
Excédent net	306 604	334 099

Note 18

Contributions volontaires des pays membres (en EUR)

	31/12/2021	31/12/2020
Australie	6 018 400	6 163 400
France	305 000	305 000
Total	6 323 400	6 468 400

Note 19

Contributions statutaires et subventions des pays hôtes (en EUR)

	31/12/2021	31/12/2020
Samoa américaines	52 794	52 794
Australie	2 681 600	2 681 600
Îles Cook	43 576	43 576
États fédérés de Micronésie	67 794	67 794
Fidji	162 200	162 200
France	2 095 000	2 095 000
Polynésie française	108 800	108 800
Guam	57 822	57 822
Kiribati	58 073	58 073
Îles Marshall	43 576	43 576
Nauru	46 174	46 174
Nouvelle-Calédonie	485 185	485 185
Nouvelle-Zélande	1 717 900	1 717 900
Niue	35 196	35 196
Îles Mariannes du Nord	52 820	52 820
Palau	43 576	43 576
Papouasie-Nouvelle-Guinée	301 680	301 680
Pitcairn	35 196	35 196
Samoa	72 571	72 571
Îles Salomon	72 571	72 571
Tokelau	46 174	46 174
Tonga	63 353	63 353
Tuvalu	46 174	46 174
États-Unis d'Amérique	1 188 000	1 188 000
Vanuatu	131 300	131 300
Royaume-Uni	415 921	-
Wallis et Futuna	35 195	35 195
Total	10 160 221	9 744 300

Note 20

Produits des intérêts (en EUR)

	31/12/2021	31/12/2020
Intérêts sur dépôts à terme	447 289	469 100
Intérêts sur prêts automobiles	632	8 049
Total	447 921	477 149

Note 21

Coûts de personnel (en EUR)

	31/12/2021	31/12/2020
Salaires	23 924 826	22 955 429
Personnel temporaire/intérimaire	100 969	116 821
Provisions – départs et rapatriements	3 281 041	2 287 282
Indemnités	1 570 051	1 605 343
Logements	3 904 792	3 630 377
Assurance maladie	1 991 676	2 079 047
Caisse de prévoyance	1 912 208	1 920 094
Autres – formation et sécurité sociale	149 429	67 354
Total	36 834 992	34 661 747

Note 22

Dépenses de fonctionnement et autres dépenses (en EUR)

	31/12/2021	31/12/2020
Location externe	90 587	111 469
Consommables	3 878 360	3 293 565
Services collectifs	347 147	370 313
Fret et livraisons	162 620	133 927
Provisions – dépenses non éligibles des projets (note 13)	113 326	1 884 354
Provisions – contributions statutaires	105 600	299 023
Provisions – autres	5 366	39 241
Réparation et maintenance	1 076 077	1 281 770
Publications et matériel de production	1 207 939	715 561
Frais d'audit	75 591	164 997
Sécurité	136 386	153 895
Autres	395 882	211 117
Total	7 594 881	8 659 232

Note 23

Comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget

1. Les produits sont inférieurs au budget essentiellement en raison d'un taux de mise en œuvre des projets inférieur à celui-ci. La dégradation du taux de mise en œuvre des projets s'explique par les restrictions de déplacement provoquées, en 2021, par la COVID-19. La CPS a continué de mettre les projets en œuvre dans le respect des nouvelles modalités détaillées dans son *Plan de transition 2021, afin d'assurer la continuité de service à ses membres*. L'Organisation a également préparé un Plan stratégique 2022-2031 qui dessine son orientation stratégique pour les dix années à venir.
2. La baisse des dépenses est liée à la baisse susmentionnée du taux de mise en œuvre des projets. En outre, des économies ont été réalisées sur les salaires et les frais de fonctionnement.

Note 24

Informations relatives aux parties liées à la CPS

Les parties liées à la CPS sont les suivantes :

- i) la Caisse de prévoyance de la CPS, et
- ii) les principaux membres de la direction.

Caisse de prévoyance de la CPS

La CPS conclut des transactions avec la Caisse de prévoyance. Ces transactions découlent des cotisations retraite de la CPS en faveur de la Caisse et du remboursement du prêt consenti par la Caisse. Elles sont réalisées dans des conditions de concurrence normales, et traitées ou comptabilisées selon les conditions normales de l'Organisation.

	31/12/2021	31/12/2020
a) Transactions avec la Caisse de prévoyance de la CPS (en EUR)		
Cotisations retraite	2 310 966	2 276 238
Remboursement d'emprunt	–	25 245

Principaux membres de la direction

Les principaux membres de la direction sont les personnes chargées et responsables de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité. Au cours de l'exercice, les responsables suivants ont été désignés comme faisant partie des principaux membres de la direction : le Directeur général, le Directeur général adjoint – Sciences et capacités, le Directeur général adjoint – Opérations et intégration, le Directeur du Pôle communication institutionnelle, le Directeur des finances, la Directrice Stratégie, performance et amélioration continue, le Directeur des services d'information, la Directrice de l'intégration et de la mobilisation des ressources, les Directrices des antennes régionales (Mélanésie,

Micronésie et Polynésie), la Directrice du Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement, le Directeur de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins, le Directeur de la Division géosciences, services maritimes et énergie, la Directrice de la Division ressources terrestres, le Directeur de la Division santé publique, le Directeur de la Division droits de la personne et développement social, le Directeur de la Division statistique pour le développement et la Directrice du Programme durabilité environnementale et changement climatique.

La rémunération totale des principaux membres de la direction se compose du traitement, avantages à court terme inclus. Elle est détaillée ci-dessous (en EUR) :

	31/12/2021	31/12/2020
Traitement	2 911 749	2 989 596

Note 25

Nombre d'agents

À la fin de l'exercice, la CPS comptait, en moyenne, 614 agents, contre 608 en 2020.

Note 26

Engagements et actifs/passifs éventuels

Actifs éventuels

1. Comme cela était déjà le cas à fin 2020, la CPS n'avait pas d'actif éventuel au 31 décembre 2020.

Passifs éventuels

2. Comme cela était déjà le cas à fin 2020, la CPS n'avait pas de passif éventuel au 31 décembre 2020.

Engagements

3. Engagements en capital

Au 31 décembre 2021, 382 186 euros de dépenses d'investissement avaient été approuvés et engagés, contre 398 404 euros en 2020.

4. Fourniture de biens et prestation de services

Au 31 décembre 2021, 22 462 970 euros de fourniture de biens et prestation de services avaient été engagés, contre 24 451 651 euros en 2020.

Note 27

Événements postérieurs à la clôture

La guerre entre la Russie et l'Ukraine a eu un impact sur l'évolution des devises utilisées par la CPS dans un certain nombre de pays. Le conflit a également entraîné une augmentation des prix des biens et des fournitures. Les conséquences de ces deux éléments sont intégrées au budget rectificatif de la CPS.

À cette exception près, entre la clôture de l'exercice et la rédaction du présent document, aucun élément, aucune transaction, ni aucun événement de nature inhabituelle et significative, susceptible d'avoir un impact important sur l'activité de la CPS, le résultat de cette activité ou la situation de la CPS dans les prochains exercices n'a été recensé.

Note 28

Modifications des données comparatives

Au besoin, les données comparatives ont été retraitées à la suite des changements de présentation intervenus pendant l'exercice.

Caisse de prévoyance États financiers et rapport d'audit de l'exercice clos au 31 décembre 2021





Rapport des auditeurs indépendants aux Membres de la Communauté du Pacifique

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Caisse de prévoyance de la Communauté du Pacifique (« la Caisse »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021, l'état de la performance financière et l'état des mouvements des comptes des adhérents pour ce même exercice, ainsi que des notes (numérotées de 1 à 6) détaillant les principales méthodes comptables et contenant d'autres informations explicatives.

Selon nous, les états financiers ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière de la Caisse au 31 décembre 2021, ainsi que de sa performance financière et de l'état des mouvements des comptes des adhérents du 1er janvier au 31 décembre de l'exercice concerné, conformément à l'article 21 du Règlement de la Caisse.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit dans le respect des normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la partie « Responsabilités des auditeurs en matière d'audit des états financiers » du présent rapport. Conformément aux dispositions du Code de déontologie des professionnels comptables, dispositions relatives à l'indépendance incluses, du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (IESBA) et aux exigences déontologiques afférentes à notre activité d'audit des états financiers, nous sommes indépendants de la Caisse et nous avons respecté les autres principes déontologiques qui s'imposent en vertu desdites exigences et du Code de l'IESBA. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation – Conventions comptables

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit les conventions comptables. Les états financiers sont établis en vue d'aider la Caisse à se conformer à l'article 21 du Règlement de la Caisse. Il se peut que les états financiers ne puissent donc pas être utilisés à d'autres fins. Cet élément n'ôte rien à notre opinion.

Responsabilités du Directeur général en matière d'états financiers

Conformément au Règlement financier de la CPS, il appartient au Directeur général d'établir des états financiers présentant une image fidèle et de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement d'états ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, il incombe au Directeur général d'évaluer la capacité de la Caisse à poursuivre son activité, de présenter, le cas échéant, les éléments relatifs à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Directeur général entend procéder à la liquidation de la Caisse ou cesser son activité, ou qu'il n'existe aucune alternative réaliste à une telle issue.

Il incombe aux personnes assurant la gouvernance de superviser le processus d'établissement des rapports financiers de la Caisse.



Rapport des auditeurs indépendants aux Membres de la Communauté du Pacifique

Rapport sur l'audit des états financiers (suite)

Responsabilités des auditeurs en matière d'audit des états financiers

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de produire un rapport d'audit présentant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permet de détecter systématiquement une éventuelle anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs. Elles sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs prennent en se fondant sur les états financiers.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons le risque que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ce risque, et recueillons des éléments suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui de la non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Caisse ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables et informations connexes fournies par le Directeur général ;
- nous apprécions le caractère approprié de l'application par le Directeur général de la convention comptable de continuité d'exploitation et, sur la base des éléments collectés, jugeons de l'existence éventuelle d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Caisse à poursuivre son activité. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus, dans notre rapport, d'attirer l'attention sur les informations concernées dans les états financiers ou, si ces informations ne sont pas pertinentes, de modifier notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments collectés jusqu'à la date du rapport d'audit. Toutefois, des événements ou circonstances ultérieurs peuvent empêcher la Caisse de poursuivre son activité ;
- nous évaluons la présentation, la structure et le contenu des états financiers, y compris des informations fournies, et déterminons si ces états reflètent fidèlement les transactions et événements sous-jacents.

Nous échangeons avec les personnes assurant la gouvernance au sujet, entre autres, de la portée et du calendrier prévus pour l'audit ainsi que des conclusions phares dudit audit, y compris des éventuelles lacunes importantes en matière de contrôle interne qu'il aurait pu mettre au jour.



Experts-comptables de
KPMG

Suva, Fidji
21 Juillet 2022

Caisse de prévoyance de la Communauté du Pacifique

États financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2021

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2021

	Note	2021 EUR	2020 EUR
¹ Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	47 250	202 900
¹ Valeurs mobilières à terme	5	9 980 195	8 598 611
² Prêts consentis aux adhérents		120 240	145 529
¹ Intérêts à recevoir et autres		8 790	58 162
Total actif		10 156 475	9 005 202
Solde des comptes des adhérents – Nouméa		6 073 840	5 562 163
Solde des comptes des adhérents – Suva		4 082 635	3 443 039
TOTAL SOLDE DES COMPTES DES ADHÉRENTS		10 156 475	9 005 202

Les notes figurant dans ce document font partie intégrante des états financiers.

Pour la caisse de prévoyance de la Communauté du Pacifique



Stuart Minchin
Directeur général



Cameron Diver
Directeur général adjoint (opérations et intégration)

Le présent document doit être lu avec les notes aux états financiers figurant en pages 56 à 58 ; il fait partie intégrante des états financiers.

- 1 Ces actifs financiers devraient être respectivement réalisés et réglés dans un délai d'un an.
- 2 S'agissant des conditions de prêt, merci de vous référer à la note 2(5).

Caisse de prévoyance de la Communauté du Pacifique

États financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2021

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE DE L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021 EUR	2020 EUR
Intérêts perçus	146 572	184 654
Frais bancaires	(1 337)	(1 012)
Produits totaux nets transférés au compte d'affectation	145 235	183 642
Compte d'affectation de l'exercice		
Semestre échu au 30 juin	82 827	98 289
Semestre échu au 31 décembre	62 408	85 353
Montant total des intérêts crédités aux comptes des adhérents	145 235	183 642

Le présent document doit être lu avec les notes aux états financiers figurant en pages 56 à 58 ; il fait partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES MOUVEMENTS DES COMPTES DES ADHÉRENTS

	2021 EUR	2020 EUR
Cotisations des adhérents et intérêts	4 628 547	4 083 955
Contributions de la CPS	4 376 655	3 914 706
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	9 005 202	7 998 661
Cotisations des adhérents	1 107 797	1 189 905
Contributions de la CPS	1 203 169	1 086 333
Produits nets transférés au compte d'affectation	145 235	183 642
Ajustement de change – Suva	170 016	(130 929)
Total sommes versées	2 626 217	2 328 951
Solde des comptes des adhérents avant paiement des intérêts	11 631 419	10 327 612
Versements effectués aux agents en fin de contrat et retraits	(1 474 944)	(1 322 410)
Solde de clôture au 31 décembre	10 156 475	9 005 202
Cotisations des adhérents	5 236 325	4 628 547
Contributions de la CPS	4 920 150	4 376 655
Solde de clôture au 31 décembre	10 156 475	9 005 202

Le présent document doit être lu avec les notes aux états financiers figurant en pages 56 à 58 ; il fait partie intégrante des états financiers.

Caisse de prévoyance de la Communauté du Pacifique

Notes aux états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2021

Note 1

Entité comptable

1. La Communauté du Pacifique (CPS) dispose, à l'intention de ses agents, d'une Caisse de prévoyance (« la Caisse »), créée le 1^{er} janvier 1953 dans le but de dégager l'Organisation de l'obligation et/ou de la responsabilité, le cas échéant, d'assurer une retraite aux membres de son personnel.
2. La Caisse est gérée par la CPS, qui l'administre conformément au Règlement de la Caisse de prévoyance (« le Règlement »). La situation financière de la Caisse au 31 décembre 2021 ainsi que sa performance financière et l'état des mouvements des comptes des adhérents du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'exercice concerné sont conformes à l'article 21 du Règlement de la Caisse.
3. Sous réserve du Règlement et de toutes les directives émises par la CPS conformément à celui-ci, le Directeur général détient et peut exercer les pouvoirs et attributions que le Règlement confère à l'Organisation, à l'exception de l'article 24 relatif aux amendements.
4. Tout adhérent peut néanmoins interjeter appel de toute décision prise par le Directeur général dans l'exercice de ses pouvoirs et attributions devant le Comité de réexamen, conformément aux dispositions du chapitre XIII du *Recueil des politiques relatives au personnel*.
5. Les présents états financiers ne portent que sur les agents qui ont adhéré à la Caisse et ne concernent pas ceux qui ont adhéré à une caisse de prévoyance autre que celle de la CPS, par exemple la Caisse nationale de prévoyance des Fidji.

Note 2

Principales conventions comptables

1. L'exercice comptable pris en considération lors de l'établissement du présent document va du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021.
2. Les éléments figurant dans les états financiers de la CPS sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel opère l'Organisation (« monnaie fonctionnelle »). Les fonds de la Caisse destinée à l'ensemble du personnel de Nouméa, constitués des cotisations des adhérents et des contributions de l'employeur, sont investis à Nouméa en francs CFP, tandis que les fonds de la Caisse de prévoyance destinée à tous les agents en poste à Suva sont investis à Suva en dollars fidjiens. Les états financiers sont présentés en euros, monnaie de présentation de la CPS. En outre, sauf mention contraire, les informations financières présentées en euros ont été arrondies au nombre entier le plus proche.
3. Aux fins de la consolidation en fin d'exercice des fonds de la Caisse de Suva avec ceux de la Caisse de Nouméa, les intérêts et le capital de la Caisse de Suva ont été convertis en euros en utilisant le milieu de la fourchette de taux de change en vigueur au 31 décembre 2020, soit 0,4149 euro pour un dollar fidjien.
4. Les cotisations et les intérêts de la Caisse de Nouméa ont été convertis en euros au taux de change fixe suivant :
1 euro = 119,3317422 CFP.
5. Sont consentis aux adhérents des prêts à court terme sur les fonds placés en leur nom dans la Caisse. Conformément au Règlement de la Caisse, les adhérents peuvent emprunter un montant équivalant à 90 % des fonds détenus en leur nom dans la Caisse, sous réserve qu'ils prennent des dispositions pour rembourser ce prêt sur une période ne pouvant dépasser douze mois. Conformément à la section du Règlement de la Caisse de prévoyance consacrée aux prêts, le taux d'intérêt appliqué est un taux composé, supérieur de 2 % au taux moyen pondéré des intérêts perçus sur les investissements de la Caisse, calculé au premier jour de l'année où l'emprunt est souscrit.

6. La CPS a contracté un emprunt auprès de la Caisse afin de faire l'acquisition de nouveaux logements pour son personnel en Nouvelle-Calédonie. Ce prêt, assorti d'un taux d'intérêt fixe de 3,15 % par an, a été intégralement remboursé en septembre 2020.
7. Cotisations des adhérents
Les agents cotiseront à hauteur de 8 % de leur salaire de base, ou davantage, conformément au Règlement de la Caisse.
8. Contributions de la CPS
La CPS versera 8 % des salaires de base de ses agents, quel que soit le montant versé chaque mois par les différents agents.
9. Intérêts sur les placements
La Caisse perçoit des intérêts sur les placements en dépôts à terme, qu'elle entend conserver jusqu'à échéance, et sur les prêts aux adhérents et à la CPS. Les produits d'intérêts sont portés à l'état de la performance financière en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif lorsqu'ils sont encourus.
10. Versement des intérêts
À la date de calcul des intérêts, le Directeur général doit déterminer :
 - a) le montant des produits perçus par la Caisse au cours du semestre précédent ;
 - b) le montant des dépenses payées ou à payer par la Caisse ; et
 - c) le taux d'intérêt à créditer sur les comptes des adhérents.

Les intérêts au taux susmentionné calculés à la date de calcul susmentionnée devront être crédités sur les comptes des adhérents à ladite date. Si un adhérent n'a pas contribué pendant un semestre complet, les intérêts devront être ajustés au *prorata temporis*.
11. Trésorerie et équivalents de trésorerie
La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les actifs à court terme très liquides, y compris les dépôts à terme dont l'échéance originale est inférieure à trois mois, qui sont facilement convertibles en un montant connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ces actifs sont déposés auprès de banques agréées.
12. Dépôts à terme détenus jusqu'à leur échéance
Les actifs financiers que la CPS a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance sont comptabilisés en tant qu'actifs détenus jusqu'à leur échéance au coût amorti. Cette précision porte sur les investissements de l'Organisation dans des dépôts à terme dont l'échéance originale est supérieure à trois mois.

Note 3

Modifications des données comparatives

Au besoin, les données comparatives ont été retraitées à la suite des changements de présentation intervenus pendant l'exercice.

Note 4

Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2021 EUR	2020 EUR
Trésorerie détenue sur des comptes bancaires	47 250	202 900

Note 5

Valeurs mobilières à terme

	2021 EUR	2020 EUR
Valeurs mobilières à terme	9 980 195	8 598 611
Analyse chronologique des valeurs mobilières à terme		
< 3 mois	1 639 940	1 424 600
3 à 6 mois	1 535 223	2 331 641
6 à 12 mois	6 805 032	4 842 370
Total valeurs mobilières à terme	9 980 195	8 598 611

La Caisse de Nouméa a investi dans des valeurs mobilières à terme auprès de la Banque Calédonienne d'Investissement (6 079 900 euros). Les taux d'intérêt sont compris entre 0,40 % et 0,70 %, avec une échéance inférieure à trois mois pour une partie de ce montant (1 308 000 euros) et comprise entre six et 12 mois pour le reste (4 771 900 euros).

La Caisse de Nouméa a investi dans des valeurs mobilières à terme auprès de la BRED Bank (3 900 295 euros). Les taux d'intérêt sont compris entre 1,35 % et 2,55 %, avec une échéance inférieure à trois mois pour une partie de ce montant (331 940 euros), comprise entre trois et six mois pour une autre (1 535 223 euros) et comprise entre six et 12 mois pour le reste (2 033 133 euros).

Note 6

Informations relatives aux parties liées à la CPS

Les parties liées à la Caisse de prévoyance de la CPS sont les suivantes :

- i. la Communauté du Pacifique (CPS).

La CPS conclut des transactions avec la Caisse de prévoyance. Ces transactions découlent des cotisations retraite de la CPS en faveur de la Caisse. Elles sont réalisées dans des conditions de concurrence normales, et traitées ou comptabilisées selon les conditions normales de l'Organisation.

	2021 EUR	2020 EUR
a) Transactions avec la Caisse de prévoyance de la CPS		
Remboursement d'emprunt de la CPS	–	25 245
Cotisations retraite	2 310 966	2 276 238

ISBN 978-982-00-1441-1



Produit par la Communauté du Pacifique (CPS)

Communauté du Pacifique
B.P. D5 – 98848 Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie
Téléphone : +687 26 20 00
Courriel : spc@spc.int Site Web : www.spc.int

© Communauté du Pacifique (CPS) 2022